

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

Commun aux lots 1 & 2
Relatif aux prestations multiservices des sites de France Télévisions

Table des matières

1. PRÉSENTATION DU MARCHÉ	6
1.1 OBJET DU MARCHÉ	6
1.2 SITES CONCERNÉS PAR LA CONSULTATION	6
1.2.1 Lot 1.....	6
1.2.2 Lot 2.....	7
1.3 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES PRESTATIONS À RÉALISER PAR SITE ET PAR LOT	7
1.3.1 Prestations à réaliser par site pour le lot 1	7
1.3.2 Prestations à réaliser par site pour le lot 2	8
1.3.3 Modification du périmètre de France Télévisions	8
1.3.4 Dispositions générales des installations et des sites pris en charge par le Titulaire	8
1.4 CONFIDENTIALITÉ	8
1.5 DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS	9
1.5.1 Pilotage global des prestations	9
1.5.2 Encadrement sur les sites	9
1.5.3 Prestations d'hygiène et de propreté	9
1.5.4 Prestations de nettoyage des vitres	9
1.5.5 Prestations de lutte contre des nuisibles	9
1.5.6 Prestations de mise à disposition de fontaines à eau	10
1.5.7 Prestations d'entretien de plantes d'intérieur	10
1.5.8 Prestations d'espaces verts extérieurs.....	10
1.6 OBLIGATIONS DU MARCHÉ	10
1.6.1 Obligations de résultat.....	10
1.6.2 Obligations de moyens	11
1.7 NATURE DES PRESTATIONS.....	11
1.7.1 Dispositions communes.....	11
1.7.2 Prestations périodiques	11
1.7.3 Prestations exceptionnelles (définies dans le BPU)	12
1.8 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
1.8.1 Connaissance des locaux concernés.....	12
1.8.2 Prise en charge des sites - État des lieux	12
1.9 ORGANISATION DU TITULAIRE	13
1.9.1 Moyens en personnel affecté au marché	13
1.9.2 Travailleurs étrangers.....	13
1.9.3 Fiches de poste et plannings	14
1.9.4 Disposition en cas d'absence du personnel	14
1.9.5 Organisation particulière durant les congés	14
1.9.6 Plan de continuité d'activité	14
1.9.7 Identification du personnel.....	14
1.9.8 Vêtements de travail.....	15
1.9.9 Comportement du personnel	15
1.10 QUALITÉ ATTENDUE DES PRESTATIONS	15
1.10.1 Aspect et état visuel des installations	15
1.10.2 Le confort et usage des espaces	15
1.10.3 L'hygiène, salubrité et sécurité sanitaire	16
1.11 FORMATION	16
1.11.1 Dispositions relatives à la qualification du personnel.....	16
1.11.2 Alphabétisation	16
1.12 QUALITÉ, PROVENANCE ET MISE EN PLACE DES MATÉRIELS	16
1.12.1 Fourniture de matériel	16
1.12.2 Acheminement de matériel.....	17
1.13 QUALITÉ, PROVENANCE ET STOCKAGE DES PRODUITS.....	17
1.13.1 Fourniture des produits	17
1.13.2 Objectifs environnementaux en matière de produits.....	17
1.13.3 Acheminement et stockage des produits	18
1.14 MOYENS MIS À DISPOSITION PAR FRANCE TÉLÉVISIONS	18

1.14.1	Outils informatiques et autres	18
1.14.2	Locaux	18
1.14.3	Branchement électrique - Fourniture d'eau	18
1.15	MOYENS INFORMATIQUES	19
1.15.1	Connaissance de l'outil informatique du Client	19
1.15.2	Outil de suivi des interventions	19
1.15.3	Tag RFID	19
1.15.4	Saisie des actions liées aux interventions	19
1.15.5	Acquisition des terminaux et logiciel de lecture des tags RFID (Mifare)	19
1.15.6	Collecte des informations	19
1.15.7	Suivi des informations	19
1.15.8	Récupération automatisée des informations	20
1.15.9	Terminaux supplémentaires	20
1.15.10	Actions personnalisables pour France Télévisions	20
1.15.11	Délai de mise en œuvre	20
1.16	CONTRÔLE QUALITÉ	20
1.16.1	Plan d'Assurance Qualité	20
1.16.2	Comptes rendus mensuels	20
1.16.3	Réunion de suivi de contrat	21
1.17	AMÉLIORATION CONTINUE ET PLAN DE PROGRÈS	21
1.17.1	Contenu attendu	21
1.17.2	Calendrier et Gouvernance	21
1.18	DÉVELOPPEMENT DURABLE	21
1.18.1	Modalités des prestations et produits associés	21
1.19	SUGGESTIONS DU TITULAIRE	21
1.20	PRESTATIONS NON-CONFORMES	22
2.	GESTION GLOBALE ET PILOTAGE.....	22
2.1	LOT 1	22
2.2	LOT 2	22
2.3	PRESTATIONS DE GESTION GLOBALE ET DE PILOTAGE	22
2.4	ORGANISATION DE LA PHASE DE DÉMARRAGE DU MARCHÉ	23
2.4.1	Gouvernance et Pilotage de la transition	23
2.4.2	Audit technique et état des lieux contradictoires	23
2.4.3	Déploiement opérationnel et Sécurité	23
2.4.4	Livrables de fin de phase de démarrage	23
3.	ENCADREMENT NON ŒUVRANT SUR SITE	24
3.1	LOT 1 - MAISON FRANCE TÉLÉVISION.....	24
3.2	LOT 1 - VALIN	24
3.3	LOT 1 - QUADRANS	24
3.4	LOT 1 – SEINE OUEST	24
4.	PROPRETÉ ET HYGIÈNE	24
4.1	ÉLÉMENTS SOCIAUX.....	24
4.2	MISE EN PROPRETÉ DES LOCAUX.....	24
4.2.1	Généralités.....	24
4.2.2	Jours et horaires d'intervention	25
4.2.3	Travail en jours fériés.....	26
4.2.4	Disposition particulière durant les prestations de lavage des sols	26
4.2.5	Enlèvement et évacuation des déchets	26
4.2.6	Dispositif spécial Tchao Mégots	26
4.2.7	Disposition particulière durant les prestations de salage et de déneigement des cheminements	26
4.3	PERMANENCE PROPRETÉ	27
4.3.1	Lot 1 - Maison France Télévisions	27
4.3.2	Lot 1 - Valin.....	27
4.3.3	Lot 1 - Quadrans	27

4.3.4	Lot 1 – Seine Ouest.....	27
4.3.5	Lot 2 - Vendargues.....	27
4.4	HORS PASS.....	27
4.5	PRESTATIONS GARAGE.....	27
4.5.1	Nettoyage intérieur et extérieur des véhicules.....	27
4.5.2	Entretien, maintenance ou réparation des véhicules.....	28
4.5.3	Opérations ponctuelles.....	28
4.5.4	Suivi des véhicules.....	28
4.6	CONTRÔLES QUALITÉ.....	28
4.6.1	Échantillonnage.....	28
4.6.2	Niveaux de qualité attendus.....	28
4.6.3	Cadre de réponse technique.....	29
4.6.4	Modalités des contrôles qualité.....	29
4.7	EQUIPEMENTS SANITAIRES ET CONSOMMABLES ASSOCIÉS.....	30
4.7.1	Nature des prestations.....	30
4.7.2	Types de fournitures.....	30
4.7.3	Mise en œuvre.....	31
4.7.4	Stock de matériels et de consommables.....	31
4.7.5	Relevé des équipements sanitaires.....	31
4.7.6	Effectifs sur les sites.....	31
5.	VITRERIE DE FAÇADE, DE CLOISON ET PRESTATIONS SPÉCIFIQUES	31
5.1	PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES PRESTATION À RÉALISER PAR SITE POUR CHAQUE LOT	31
5.2	JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTION.....	32
5.3	QUALITÉ DES AGENTS ET DES MOYENS D'ACCÈS.....	32
5.4	ACCÈS PAR NACELLE DU TITULAIRE	32
5.5	ACCÈS PAR CORDISTES.....	32
5.6	MOYEN DE LEVAGE MIS À DISPOSITION PAR FRANCE TÉLÉVISIONS.....	33
6.	LUTTE CONTRE LES NUISIBLES	33
6.1	GÉNÉRALITÉS	33
6.2	CLAUDE DE CONFORMITÉ SANITAIRE ET DE LUTTE CONTRE LES NUISIBLES	33
6.2.1	Obligations du Titulaire et conformité réglementaire	34
6.3	TRAITEMENT PRÉVENTIF DE LA DÉRATISATION.....	34
6.4	TRAITEMENT PRÉVENTIF DE LA DÉSINSECTISATION	35
6.5	TRAITEMENT PRÉVENTIF DE LA DÉPIGEONNISATION	35
6.6	TRAITEMENT PRÉVENTIF DE LA DÉSINFECTION.....	35
6.7	TRAITEMENT PRÉVENTIF DE LA FUMIGATION.....	35
6.7.1	Caractère hautement réglementé	36
6.8	INTERVENTIONS CURATIVES DES DIFFÉRENTES PRESTATIONS	36
6.8.1	Désinsectisation à la demande	36
6.8.2	Désinfection liée à une pandémie.....	36
6.9	HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SITES	37
6.9.1	Lot 1.....	37
6.9.2	Lot 2.....	37
6.10	TRAÇABILITÉ ET GESTION DES DÉCHETS DE LUTTE ANTIPARASITAIRE	37
6.10.1	Classification et Tri des déchets	37
6.10.2	Stockage et Sécurisation sur site	37
6.10.3	Traçabilité Réglementaire (Trackdéchets)	37
6.10.4	Modes de Valorisation et d'Élimination	37
6.10.5	Modes de Reporting et Transparence.....	38
6.11	DÉTAIL DES POINTS À ATTENTION PARTICULIÈRES À MFTV.....	38
6.11.1	Niveau -2 et -3	38
6.11.2	Niveau -1	38
6.11.3	Niveau 0	38
6.11.4	Niveau 1	38
6.11.5	Niveau 5	39

6.11.6	Niveau 7	39
6.11.7	Niveau 8	39
6.11.8	Niveau 0 au niveau 7	39
7.	FONTAINES À EAU	39
7.1	GÉNÉRALITÉS	39
7.2	TYPE DE FONTAINE À EAU	40
7.2.1	Fontaine à eau chaude, tempérée et froide	40
7.2.2	Fontaine à eau chaude, tempérée, froide et pétillante froide	40
7.3	CARACTÉRISTIQUES DU TYPE DE FONTAINE À EAU	40
7.4	EXTENSION OU DIMINUTION DU MARCHÉ	40
7.5	MAINTENANCE	40
7.6	CARTOUCHES	41
7.7	DÉPANNAGE ET GARANTIE	41
7.8	CYCLE DE VIE	41
7.9	INSTALLATION	41
7.10	INTERVENTIONS PRÉVENTIVES	41
7.11	INTERVENTIONS CURATIVES	41
7.12	COMPTE-RENDU D'INTERVENTION	41
7.12.1	Horaires de fonctionnement	41
8.	ESPACES VERTS	42
8.1	GÉNÉRALITÉS	42
8.2	PLANTES D'INTÉRIEUR	42
8.2.1	Nature des prestations	42
8.2.2	Caractéristiques des plantes	43
8.2.3	Maintenance des plantes	43
8.2.4	Incidents sur les plantes	43
8.3	ESPACES VERTS EXTÉRIEURS	43
8.3.1	Nature des prestations	43
8.3.2	Plan de gestion	43
8.3.3	Interventions préventives	44
8.3.4	Interventions curatives	44
8.3.5	Horaires de fonctionnement	44
8.4	GESTION, TRAÇABILITÉ ET VALORISATION DES DÉCHETS	44
8.4.1	Principes généraux et hiérarchie des traitements	44
8.4.2	Spécificités des espaces verts intérieurs	44
8.4.3	Valorisation des déchets verts extérieurs (Économie circulaire)	45
8.4.4	Traçabilité et Registre des déchets	45
8.4.5	Reporting et Bilan Annuel	45

1. PRESENTATION DU MARCHE

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché, divisé en 2 lots, a pour objet la prise en charge globale d'un ensemble de prestations de services, nécessaires au fonctionnement des sites de France Télévisions, tant dans sa gestion courante que dans la prise en charge des événements liés à ses activités.

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives (CCA) qui complètent celles du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 8 octobre 2009, définissent les conditions particulières du marché par lequel France Télévisions confie au Titulaire du lot toutes les tâches relatives aux prestations décrites par la suite dans le présent CCT et ses annexes.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent Cahier des Clauses Techniques (CCT) et ses annexes, définissant l'ensemble des prestations à réaliser et les ouvrages à entretenir.

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans les articles du CCA et du présent CCT, le Titulaire est responsable, tous les jours, de ses obligations contractuelles.

Les prestations multiservices, ci-dessous, visent à assurer l'exploitation, l'entretien courant et la maintenance préventive et corrective des sites de France Télévisions, afin d'en garantir la pérennité et le parfait état de fonctionnement :

- Hygiène et de propreté, y compris la fourniture des appareils, des produits et des consommables sanitaires,
- Nettoyage des vitreries intérieures et extérieures de façade, des cloisons vitrées et de prestations spécifiques,
- Dératisation, désinfection, désinsectisation, dé pigeonnisation,
- Mise à disposition et entretien de fontaines à eau, avec contrôles de la potabilité de l'eau,
- Entretien des plantes intérieures,
- Entretien des espaces verts extérieurs.

Le présent marché est soumis à des obligations de résultat et à des obligations de moyens.

Le Titulaire a visité les différents établissements de France Télévisions à entretenir afin d'avoir une parfaite connaissance des particularités des sites et des conditions de travail qui lui seront nécessaires. Le Titulaire ne saurait, en aucun cas, se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail pour réclamer un quelconque plus ou indemnité ultérieure.

1.2 SITES CONCERNES PAR LA CONSULTATION

Les opérations du présent marché sont à réaliser sur les sites de France Télévisions, à savoir :

1.2.1 Lot 1

Établissements	Adresses	Type d'immeuble
Maison de France Télévisions	7 esplanade H. de France, 75015 PARIS	Monolocataire
Valin	13 boulevard Victor, 75015 PARIS	Monolocataire
Quadrans	10 rue Lucien Bousotrot, 75015 Paris	Monolocataire
Seine Ouest	2 rue du Professeur Florian Delbarre, 75015 Paris	Monolocataire

Bois-d'Arcy	6 rue Charlie Chaplin, 78390 Bois-d'Arcy	Monolocataire
Barjac	RDJ, 1 boulevard Victor, 75015 Paris	Multilocataires
Bobigny	Carré Plaza, 15-17 promenade Jean Rostand, 93000 Bobigny	Multilocataires
Cergy	4 rue du lendemain, 95800 Cergy	Multilocataires
Melun	3 rue Augereau, 77000 Melun	Multilocataires
Versailles	6 avenue de Paris, Bâtiment C, 78011 Versailles	Multilocataires
Le 31	19 rue d'Amiens, 59800 Lille	Multilocataires
Lomme	25, 2ème avenue Zamin 59160 Lomme	Monolocataire

1.2.2 Lot 2

Établissements	Adresses	Type d'immeuble
Vendargues	1090 avenue des Bigos, 34740 Vendargues	Monolocataire
Vallée Verte	Domaine de la Vallée Verte, 11 rue de la Vallée verte, 13011 Marseille	Monolocataire

1.3 PRESENTATION GENERALE DES PRESTATIONS A REALISER PAR SITE ET PAR LOT

La liste des sites identifiés à la date de publication de l'appel d'offres est détaillée à l'Annexe 1 de chaque lot du présent Cahier des Clauses Techniques (CCT). Cette annexe fournit, pour chaque site, son nom, son adresse et ses composantes spécifiques.

Les spécificités de chaque site sont extraites de la base de données « France Télévisions » et font foi pour le chiffrage des prestations par le Titulaire. Elles correspondent aux données d'intervention des prestations. Ces données et quantités sont données à titre indicatif.

Les fréquences des prestations données par France Télévisions sont répertoriées dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT. Chaque site fait l'objet d'un cahier des charges spécifiques. Les fréquences figurant dans ces cahiers des charges ne sont fournies qu'à titre indicatif.

1.3.1 Prestations à réaliser par site pour le lot 1

Désignation	Entretien courant	Équipements et consommables sanitaires	Vitrierie	Lutte contre les nuisibles	Fontaines à eau	Plantes intérieures	Espaces verts extérieurs
MFTV	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Valin	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Quadrans	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Seine ouest	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Bois-d'Arcy	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Barjac	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Bobigny	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON

Cergy	OUI	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON
Melun	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Versailles	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
Le 31	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Lomme	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON

1.3.2 Prestations à réaliser par site pour le lot 2

Désignation	Entretien courant	Équipements et consommables sanitaires	Vitrerie	Lutte contre les nuisibles	Fontaines à eau	Plantes intérieures	Espaces verts extérieurs
Vendargues	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI
Vallée Verte	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON

1.3.3 Modification du périmètre de France Télévisions

Pendant toute la durée du marché, France Télévisions se réserve le droit de procéder à des augmentations ou des diminutions du périmètre à entretenir dans la limite de 5% des surfaces sans que le Titulaire du marché ne puisse élever aucune réclamation.

Au-delà de cette limite et pour tout nouveau site intégrant ce marché de France Télévision, les modifications seront constatées par avenant pour lesquels les prix unitaires du BPU s'appliqueront suivant le besoin par catégories des prestations définies dans ce document.

1.3.4 Dispositions générales des installations et des sites pris en charge par le Titulaire

Le Titulaire est réputé avoir vérifié le contenu des documents du dossier de consultation et des pièces descriptives, et avoir une parfaite connaissance :

- De la localisation et de la constitution des établissements.
- Des contraintes dues à l'usage.
- De la consistance des équipements et natures d'ouvrages dont il doit assurer.
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité, l'hygiène et la spécificité des bâtiments de France Télévisions.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé, de la constitution des établissements, de la consistance des équipements et installations, des surfaces et qualités des matériaux pour lesquels il doit assurer les prestations.

Le Titulaire ne peut pas opposer la méconnaissance ou l'insuffisance d'informations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité sur l'ensemble des locaux et équipements des sites de France Télévisions.

1.4 CONFIDENTIALITE

Les informations contenues dans cette consultation sont confidentielles et ne doivent en aucun cas être divulguées ou partagées.

Ces informations sont fournies dans le seul but de permettre aux candidats de fournir des réponses appropriées. Aucune autre utilisation de ces informations n'est autorisée.

Toute divulgation d'information relative à cette consultation doit obligatoirement faire l'objet d'un accord écrit de la part de France Télévisions.

1.5 DECOMPOSITION DES PRESTATIONS

Afin d'en faciliter la compréhension, les prestations objet du présent marché sont présentées de la manière suivante :

1.5.1 Pilotage global des prestations

- Organiser et piloter l'ensemble des prestations,
- Encadrer et gérer le personnel,
- Moduler l'organisation en suivant le P.C.A. (Plan de Continuité d'Activité) qui sera applicable en cas de grève, d'événements climatiques, crise sanitaires, ...,
- Produire les bilans demandés par France Télévisions,
- Proposer un plan de progrès annuellement.

Au titre des exigences managériales et organisationnelles spécifiques au Lot 1, France Télévisions impose l'affectation d'un responsable dédié qui pilotera l'ensemble du marché multiservices. Ce manager constituera le point de contact unique et principal. Il sera l'interlocuteur privilégié pour le suivi opérationnel quotidien de l'intégralité du marché multiservices.

Contrairement au Lot 1, le Titulaire n'est pas tenu de mettre à disposition un manager dédié pour le Lot 2. Néanmoins, France Télévisions exige la désignation d'un interlocuteur unique et référent qui assurera et garantira une gestion cohérente et centralisée de ces deux sites.

1.5.2 Encadrement sur les sites

- Secondier sur site le responsable dédié,
- Organiser et piloter l'ensemble des prestations en fonction de la politique du responsable dédié,
- Encadrer et gérer le personnel sur site,
- Gérer les produits et le matériel sur site.

1.5.3 Prestations d'hygiène et de propreté

- Prestations de nettoyage des locaux.
- Fourniture des produits et matériels nécessaires.
- Approvisionnement et mise en place des consommables sanitaires.
- Changement sous 24 heures des distributeurs sanitaires défectueux ou cassés.
- Fermeture et ouverture des locaux pour aération, contrôle de la fermeture des fenêtres et extinction des luminaires.
- Organisation et planification des prestations.
- Gestion et contrôle du personnel du Titulaire et de la qualité des prestations.
- Gestion et stockage du matériel, des fournitures et ingrédients nécessaires aux prestations.
- Remontée d'information auprès du Responsable local de France Télévisions (sanitaires bouchés, fuites, abattant cassé, ampoules électriques à remplacer, etc.).

1.5.4 Prestations de nettoyage des vitres

- Prestations de nettoyage de l'ensemble de la vitrerie et des encadrements.
- Fourniture de produits biodégradables certifiés Écolabel, sans ammoniaque ni solvants agressif,
- Utilisation de matériel traditionnel (seaux de laveurs de vitres, mouilleurs, raclettes, système de perches télescopiques, chiffons microfibres pour les finitions et grattoirs de sécurité),
- Porte des équipements individuels de protection,
- Utilisation pour les vitrages inaccessibles, de moyens d'élévation spécifiques en prenant en charge la signalisation au sol et les demandes d'autorisations d'occupation du domaine public auprès des mairies pour le stationnement des engins.

1.5.5 Prestations de lutte contre des nuisibles

- Assurer l'élimination optimale et la maîtrise des populations de nuisibles (rongeurs, insectes rampants et volants, pigeons, etc.) sur les sites concernés, grâce à la mise en œuvre de programmes d'interventions préventives régulières.

1.5.6 Prestations de mise à disposition de fontaines à eau

- Location des fontaines à eau.
- Entretien des fontaines à eau.
- Nettoyage et désinfection quotidien des fontaines effectué par les agents de propreté.

1.5.7 Prestations d'entretien de plantes d'intérieur

- L'entretien des contenants et plantes et la fourniture avec le transport et l'installation en cas de plante morte.
- Transport et traitement des déchets végétaux ou autres liés à la prestation.
- Fournitures des produits phytosanitaires nécessaires.

1.5.8 Prestations d'espaces verts extérieurs

- Maintenance des arrosages automatiques.
- Entretien des massifs, des haies et des gazons.
- Nettoyage de bassin de rétention.
- Désherbage mécanique des fils d'eau.
- Transport et traitement des déchets des déchets végétaux ou autres liés à la prestation.
- Fournitures des produits phytosanitaires nécessaires.

De manière générale, le Titulaire est tenu à une obligation de résultat quant à l'exécution des prestations du marché conformément aux exigences des documents contractuels et en particulier au présent CCT.

1.6 OBLIGATIONS DU MARCHE**1.6.1 Obligations de résultat****1.6.1.1 Dispositions générales**

Cette obligation de résultat concerne toutes les prestations du présent marché.

Le Titulaire s'engage à atteindre les niveaux de qualité, de propreté, de fonctionnalité et de performance définis dans le présent CCT, indépendamment des moyens humains, matériels ou organisationnels qu'il choisit de mettre en œuvre.

La conformité des prestations sera appréciée au regard de l'état final obtenu, des exigences de qualité attendues et des indicateurs définis, et non uniquement au regard de la bonne exécution des tâches ou de la mobilisation de moyens.

Le présent CCT et ses annexes définissent le contenu de chacune des prestations minimales devant être réalisées.

1.6.1.2 Application de l'obligation par type de prestations**Prestations de propreté des locaux :**

Les locaux devront présenter en permanence un état de propreté conforme aux niveaux de qualité définis (absence de salissures visibles, poussières, traces, déchets, odeurs).

Toute dégradation du niveau de propreté constatée donnera lieu à une remise en conformité, sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Prestations de nettoyage des vitres

Les surfaces vitrées devront être propres, sans traces, sans coulures ni dépôts visibles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur selon les périmètres définis.

Le résultat attendu s'apprécie à l'œil nu, dans des conditions normales d'éclairage.

Lutte contre les nuisibles

Le Titulaire est tenu d'un résultat d'absence de nuisibles (rongeurs, insectes rampants ou volants, etc.) dans les zones couvertes par le marché.

Location et entretien de fontaines à eau

Les fontaines devront être fonctionnelles, hygiéniques, conformes aux normes sanitaires en vigueur. L'obligation de résultat porte notamment sur :

La qualité sanitaire de l'eau,
La disponibilité des équipements,
La propreté et l'état général des fontaines.

Entretien des plantes d'intérieur

Les plantes devront être maintenues dans un état esthétique et sanitaire satisfaisant : plantes en bon état végétatif, sans dépérissement, maladies ou parasites visibles.

Le titulaire assure le remplacement des végétaux dégradés lorsque le résultat attendu n'est pas atteint.

Entretien des espaces verts extérieurs

Les espaces verts devront présenter un aspect soigné, sécurisé et conforme aux usages du site, incluant notamment :

Pelouses entretenues,
Massifs et haies propres et équilibrés,
Tailles maîtrisées,
Absence de déchets verts ou de végétation invasive.

1.6.2 Obligations de moyens

Cette obligation de moyens concerne l'encadrement non œuvrant ainsi que les permanences de propreté, les prestations Hors Pass et les prestations garage mises sur le site de MFTV.

En aucun cas, ce personnel d'encadrement non œuvrant ne pourra ni remplacer du personnel œuvrant ni effectuer des tâches incombées à un personnel œuvrant pendant la période du nettoyage des sites. Le rôle de l'encadrement est de contrôler les prestations réalisées et de s'assurer du respect de l'obligation de résultat du Titulaire.

1.7 NATURE DES PRESTATIONS**1.7.1 Dispositions communes**

Le présent marché comporte :

- Des **prestations périodiques** décrites à l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT qui sont traitées à prix forfaitaire.
- Des **prestations exceptionnelles** définies dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) et qui feront l'objet de bons de commande.

Le Titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations du présent marché et ce conformément aux règles de l'art, à la législation, à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, durant la durée du marché, d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité. Sa responsabilité contractuelle sera engagée en cas de dommages résultant du non-respect des règles afférentes à sa profession.

1.7.2 Prestations périodiques

Il appartient au Titulaire de considérer les fréquences de travaux décrites dans l'**annexe 2** du présent CCT comme des minimales pour l'obtention du niveau de qualité attendu par France Télévisions.

Le Titulaire ne pourra en aucune façon justifier la « non atteinte » du niveau de qualité attendu par le fait que les prestations non convenablement effectuées ne sont pas explicitement détaillées dans l'**annexe 2** du CCT.

En cas de doute sur les modalités d'exécution d'une prestation le Titulaire doit demander des précisions à France Télévisions qui pourra, le cas échéant, les consigner par avenant.

1.7.3 Prestations exceptionnelles (définies dans le BPU)

Ces prestations sont précisées dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Les prestations peuvent faire l'objet d'horaires ou de consignes particulières adaptés aux circonstances qui seront communiquées dans les bons de commandes.

Les bons de commande seront notifiés par France Télévisions au fur et à mesure des besoins.

Pour sa facturation, le Titulaire du marché précisera :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- La date et le numéro du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La nature et la description des prestations à réaliser,
- Les délais d'exécution (date de début et de fin),
- L'adresse du site concerné,
- Le montant du bon de commande, calculé par application du BPU,
- Les contraintes relatives au respect du règlement intérieur et des consignes de sécurité de France Télévisions,
- Éventuellement, consignes et horaires particuliers.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de France Télévisions pourront être honorés par le Titulaire.

France Télévisions aura la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité du marché. France Télévisions ne pourra cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution desdits bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché, dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les prestations exceptionnelles définies dans le BPU confiées au Titulaire ne doivent pas être exécutées par les agents de propreté du Titulaire pendant leurs horaires d'intervention réguliers, sauf accord de FTV.

La mise en œuvre des moyens propres au respect de cette obligation de résultat, conformément aux normes et obligations réglementaires applicables dans le cadre du présent marché, notamment en termes de qualification des personnels et de performance des moyens matériels mis en œuvre, est de la responsabilité du Titulaire.

1.8 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Tous les points développés par le Titulaire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Conditions d'exécution des prestations ».

1.8.1 Connaissance des locaux concernés

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et des prestations à exécuter. France Télévisions propose une visite obligatoire des établissements qui permettra au Titulaire d'apprécier les contraintes d'exploitation auxquelles il devra faire face pour atteindre le résultat attendu par France Télévisions.

1.8.2 Prise en charge des sites - État des lieux

Le Titulaire du lot déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et les caractéristiques des matériels ou équipements dont il assure l'exploitation, l'entretien et la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Dans le cadre de la prise en charge du site, le Titulaire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui l'ont précédé, dans les domaines des prestations du présent marché, pour se substituer à son obligation de résultats et au maintien en parfait état des locaux et des équipements.

Dans le cadre de la prise en charge du site, le Titulaire doit faire part à France Télévisions de ses observations, sur les installations et ouvrages mis à disposition, pouvant avoir une incidence sur ses

prestations. Pour chaque défaut observé, le Titulaire indique les mesures qu'il estime nécessaires pour lever ses réserves.

Un état des lieux contradictoire par échantillonnage avec l'établissement d'un plan de prévention, sera réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et dans un délai de 15 jours avant le terme du marché en présence d'un représentant du Titulaire et d'un représentant de France Télévisions. Il fera l'objet d'un rapport écrit cosigné. Il définira toutes les mesures de prévention mises en place pour l'ensemble de ses interventions ainsi que les diverses habilitations de son personnel.

1.9 ORGANISATION DU TITULAIRE

Tous les points développés par le Prestataire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Organisation du travail ».

1.9.1 Moyens en personnel affecté au marché

Le personnel affecté par le Titulaire du marché doit avoir un niveau de connaissance suffisant de la langue française permettant un échange d'informations pratiques avec les responsables des sites de France Télévisions, tout comme avec les personnes affectées au suivi de la bonne exécution du marché.

Le Titulaire du marché précisera dans son mémoire technique, pour chaque établissement de France Télévisions, les effectifs, en qualité et en quantité, qu'il souhaite affecter à l'exécution des différentes prestations, toujours en rapport avec le niveau de qualité attendue.

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations seront fixés par le programme d'organisation des personnels œuvrant établi par le Titulaire dans des conditions normales de travail et fourni dans son offre.

Une distinction sera faite par le Titulaire en ce qui concerne les personnels œuvrant et les personnels d'encadrement qui jouent un rôle exclusif de suivi et d'administration des personnels œuvrant.

Le Titulaire s'engage à respecter le plan des horaires des travaux préalablement défini.

Une liste du personnel détaillée précisant :

- Le nom et prénom,
- La qualification de l'agent,
- Son site d'affectation,
- Le type de prestations,
- Les jours d'intervention ainsi que les plages horaires effectuées,
- Le nombre d'heures mensuelles prévues à titre indicatif pour le site.

Cette liste doit être fournie à France Télévisions dans un délai de quinze jours après la notification du présent marché.

Cette liste devra être transmise quotidiennement. En cas de non-communication, les pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 9) pourront s'appliquer.

Tout mouvement de personnel devra être signalé à France Télévisions pour actualisation des conditions d'accès aux sites en respectant un délai minimum de huit jours ouvrés.

1.9.2 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

1.9.3 Fiches de poste et plannings

Le Titulaire élaborera pour chacun de ses agents une fiche de poste détaillée compréhensible par ses personnels.

Les fiches de poste nominatives seront transmises aux référents FTV et, pour la propreté, apposées sur le matériel mis à disposition de chaque agent.

Les plannings devront mentionner les prestations périodiques.

Les plannings devront être communiqués à France Télévisions dans le délai prévu au CCA. En cas de non-communication, les pénalités prévues à l'Article 12 du CCA pourront s'appliquer.

Le personnel du Titulaire n'interviendra pas dans les locaux techniques nécessitant une habilitation.

1.9.4 Disposition en cas d'absence du personnel

Le Titulaire s'engage à remplacer sous 24 heures les employés absents. Le personnel remplaçant doit justifier d'une qualification et d'une certification équivalente à celui qui est remplacé.

Le Titulaire ne pourra pas justifier, de la non-atteinte de la qualité par ces absences. Le Titulaire reste libre de l'organisation des remplacements qu'il met en place pour pallier cette carence en personnel. Les règles de sécurité d'accès décrites au CCA sont applicables au personnel de remplacement.

1.9.5 Organisation particulière durant les congés

Durant les congés du personnel du Titulaire, les remplaçants devront être préalablement identifiés avant de pénétrer sur les sites. Les règles de sécurité d'accès décrites à l'article 4.4.6 du CCA sont applicables.

France Télévisions refusera l'accès des installations à tout personnel ne figurant pas sur la liste établie ou non agréé préalablement.

Le programme d'intervention établi initialement devra être suivi par le personnel de remplacement.

1.9.6 Plan de continuité d'activité

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève ou en cas de pandémie de son personnel ou de ses sous-traitants, le Titulaire du marché est tenu d'assurer un service minimum (cf. Article 18.3 du CCA) dont les modalités ainsi que la durée seront précisées à France Télévisions. Ce service minimum est indispensable au maintien de l'hygiène et de la sécurité des établissements de France Télévisions.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter un service minimum, France Télévisions y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utile, aux frais, risques et périls du Titulaire du marché et notamment en faisant appel à une entreprise de propreté pour exécuter les prestations.

Il est souligné que la grève du personnel du Titulaire du marché ou que le cas de pandémie ne constitue pas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du Titulaire du marché par France Télévisions.

De plus et dès le début du marché, le Titulaire présentera à France Télévisions son plan de continuité des prestations en cas de crise autre que pour fait de grève ou en cas de pandémie.

1.9.7 Identification du personnel

Les personnels devront toujours être identifiables (port d'un badge nominatif et de vêtement au sigle de la société).

Le non-port du badge nominatif pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 8) et éventuellement l'exclusion du site.

1.9.8 Vêtements de travail

Le Titulaire du marché équippa son personnel d'exécution et d'encadrement de vêtements de travail en quantité suffisante, portant la désignation de l'entreprise, ainsi que d'équipements de protection individuelle adaptés au travail à réaliser, conformes aux règles de sécurité, et aux produits à utiliser.

Le personnel devra obligatoirement porter les équipements de protection individuelle afin d'assurer sa protection et sa sécurité sur les différents sites de France Télévisions.

Le non-port du vêtement au sigle de la société et/ou le port d'une tenue négligée ou non adaptée aux activités réalisés pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 8) pourront s'appliquer et éventuellement l'exclusion du site.

1.9.9 Comportement du personnel

Le personnel Titulaire du marché devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

L'usage des matériels et des équipements contenus à l'intérieur des locaux de France Télévisions lui est interdit, et notamment les postes téléphoniques, les ordinateurs ainsi que tous les consommables de bureaux tels que papiers, cartouches, etc.

Le Titulaire du marché est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

1.10 QUALITE ATTENDUE DES PRESTATIONS

De manière générale, le Titulaire est tenu à une obligation de résultat quant à l'exécution des prestations du marché conformément aux exigences des documents contractuels et en particulier au présent CCT.

La mise en œuvre des moyens propres au respect de cette obligation de résultat, conformément aux normes et obligations réglementaires applicables dans le cadre du présent marché, notamment en termes de qualification des personnels, de produits spécifiques aux différentes prestations et de performance des moyens matériels mis en œuvre, est de la responsabilité du Titulaire.

La qualité des prestations s'apprécie au regard de l'état final constaté, de la satisfaction des usagers et du respect des normes en vigueur.

1.10.1 Aspect et état visuel des installations

Apparence sous laquelle une chose se présente à la vue. C'est la première impression visuelle qu'offrent un lieu et ses équipements. Les prestations doivent garantir en permanence :

- Un aspect propre, soigné et entretenu des locaux, équipements et espaces extérieurs,
- L'absence de salissures visibles, traces, dépôts, déchets ou végétation non maîtrisée, de nuisibles,
- Des vitrages propres et transparents,
- Des plantes et espaces verts présentant un état esthétique satisfaisant.

1.10.2 Le confort et usage des espaces

Le confort et l'usage des espaces garantissent aux usagers l'utilisation des locaux, équipements et espaces dans des conditions fonctionnelles, agréables et sécurisées, sans nuisance ni gêne dans les activités quotidiennes.

Les prestations doivent contribuer au confort des occupants et usagers, notamment par :

- L'absence de nuisances olfactives,
- Le maintien d'équipements fonctionnels (fontaines à eau, installations végétales),
- Des espaces sécurisés et praticables,
- Des interventions réalisées de manière à limiter les gênes pour les usagers.

1.10.3 L'hygiène, salubrité et sécurité sanitaire

L'hygiène, la salubrité et la sécurité sanitaire assurent le maintien des locaux, équipements et espaces dans un état propre, sain et conforme aux normes en vigueur, de manière à prévenir tout risque sanitaire pour les usagers. Le Titulaire garantit :

- Un niveau d'hygiène conforme aux normes sanitaires et réglementaires en vigueur,
- La prévention de tout risque sanitaire (développement bactérien, infestation, contamination),
- La salubrité des locaux, équipements et points d'eau,
- La traçabilité des interventions liées à l'hygiène et à la lutte contre les nuisibles.

1.11 FORMATION

Tous les points développés par le Prestataire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Formation ».

1.11.1 Dispositions relatives à la qualification du personnel

Le personnel de l'entreprise devra détenir une qualification professionnelle en relation avec les prestations spécifiques dont il a la charge en conformité avec la réglementation sur la sécurité au travail (manutention d'éléments amovibles ...). La qualification sera indiquée dans le mémoire technique.

Les salariés du Titulaire doivent être formés aux techniques de nettoyage et à l'utilisation des produits, ils doivent également être en possession des qualifications et habilitations nécessaires pour réaliser les prestations spécifiques.

Le Titulaire du marché devra fournir les attestations de formation des agents affectés dans les établissements de France Télévisions et veiller à la formation régulière de son personnel (en particulier sur les pictogrammes et l'utilisation des produits) en indiquant sa périodicité. Le plan de formation devra être décrit par le prestataire dans son mémoire technique.

Le Titulaire devra fournir la planification et la preuve du suivi du plan de formation. Tout manquement dans la mise à jour ou la réalisation du plan de formation pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 12).

1.11.2 Alphabétisation

Au-delà de la formation technique, France Télévisions souhaite favoriser l'alphabétisation au sein des équipes d'agents du Titulaire.

Dans ce cadre, il est demandé au Titulaire d'informer France Télévisions des mesures prises pour favoriser le perfectionnement au parler, l'acquisition de la lecture et de l'écriture de la langue française de ses personnels.

1.12 QUALITE, PROVENANCE ET MISE EN PLACE DES MATERIELS

Tous les points développés par le Prestataire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Qualité, provenance et mise en place des matériels ».

1.12.1 Fourniture de matériel

L'intégralité des moyens matériels est à la charge du Titulaire. Le matériel devra satisfaire aux règlements de sécurité de la prévention des accidents du travail et être conformes aux normes de sécurité.

Le Titulaire décrira dans son mémoire technique, la liste des moyens matériels qu'il envisage de mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations. Cette liste comprendra aussi bien les moyens mis à disposition de façon permanente sur les sites que ceux disponibles ponctuellement pour la réalisation des travaux exceptionnels.

Cette liste sera obligatoirement complétée par l'édition des fiches de matériels régulièrement mises à jour et comportant, outre le type d'appareil, son utilité, ses caractéristiques techniques, une

description de son utilisation ainsi que des données de sécurité. Le Titulaire devra fournir ces fiches dans son mémoire technique.

Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le Titulaire à ses frais. Il veillera à réduire le délai de livraison du nouveau matériel au minimum afin de n'occasionner aucune gêne dans la bonne réalisation des prestations. Le Titulaire ne pourra pas argumenter d'un retard de livraison pour justifier de la non-réalisation de prestations.

France Télévisions se réserve le droit de vérifier la conformité des matériels effectivement utilisés sur les sites à ceux référencés dans les fiches matérielles.

1.12.2 Acheminement de matériel

L'acheminement des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations sera effectué selon des itinéraires et des horaires préalablement déterminés par France Télévisions ou avec son accord. Le Titulaire sera responsable de tout dommage engendré lors de ces livraisons. La remise en état et/ou le remplacement des objets et matériaux seront donc à la charge du Titulaire.

Une attention particulière sera apportée en cas d'utilisation d'engins de masse importante. L'utilisation est conditionnée par un accord écrit de France Télévisions après vérification de la résistance des sols traversés.

1.13 QUALITE, PROVENANCE ET STOCKAGE DES PRODUITS

Tous les points développés par le Prestataire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Qualité, provenance et stockage des produits d'entretien ».

1.13.1 Fourniture des produits

Les produits proposés seront conformes à la réglementation en vigueur à la date de livraison.

Chaque produit fera l'objet de la rédaction d'une fiche produit en français portant obligatoirement, mention du nom du produit, de sa provenance, de son conditionnement, de sa destination, de sa convenable utilisation, des mesures de sécurité qui accompagnent son utilisation et des moyens de protection attachés à son utilisation.

Le Titulaire devra fournir, dans son mémoire technique, les fiches techniques et de données sécurité des produits qu'il envisage d'utiliser pour la bonne réalisation des prestations.

Pour tout nouveau produit, le Titulaire prendra l'initiative de fournir à France Télévisions, dès sa mise sur site, la fiche produit correspondante.

Afin de limiter au maximum le nombre de contenants, le Titulaire privilégiera l'emploi de produits concentrés permettant une dilution et une distribution automatique par l'intermédiaire de la centrale de dilution.

France Télévisions se réserve le droit de vérifier la concordance entre les produits effectivement utilisés sur les sites et ceux référencés dans les fiches produits.

La gestion du le stock desdits produits (y compris le stock de sécurité de sel en période hivernale est à la charge du Titulaire.

1.13.2 Objectifs environnementaux en matière de produits

A efficacité équivalente, la fourniture des produits devra le plus possible respecter les normes environnementales NF ou répondre aux exigences de l'écolabel européen ou équivalent. En tout état de cause, les objectifs suivants sont à rechercher en priorité :

- Utilisation exclusive de fibres recyclées ou vierges provenant de forêts appliquant des principes de gestion durable.

- Réduction des émissions dans l'air de soufre et de gaz à effet de serre au cours de la production.
- Diminution de la pollution de l'eau au cours de la production par les composés chlorés et des déchets organiques.
- Utilisation de produits présentant une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :
- Produits dont l'emballage est réutilisable ou rechargeable et est constitué de matériaux recyclables.
- Produits présentant une biodégradabilité élevée et limitant l'eutrophisation des eaux.
- Produits limitant les émissions de composés organiques volatils.
- Produits limitant le recours aux substances dangereuses pour l'environnement et la santé.
- Produits ne contenant que des substances nécessaires à la fonction de nettoyage.

1.13.3 Acheminement et stockage des produits

L'acheminement des produits nécessaires à la bonne exécution des prestations sera effectué selon des itinéraires et des horaires préalablement déterminés par France Télévisions ou avec son accord.

Chaque Titulaire sera responsable de tout dommage engendré lors de ces livraisons. La remise en état et/ou le remplacement des objets et matériaux seront à sa charge.

Le stockage des produits sera effectué exclusivement dans les locaux prévus à cet effet. Il sera limité aux quantités nécessaires et suffisantes pour la pleine réalisation des travaux pour une période maximale d'un mois. Aucun produit ne devra être stocké à même le sol. La mise en place par le Titulaire de bacs de rétention est obligatoire dans tous les locaux où le stockage des produits est réalisé.

1.14 MOYENS MIS A DISPOSITION PAR FRANCE TELEVISIONS

1.14.1 Outils informatiques et autres

France Télévisions met gratuitement à la disposition du Titulaire, un ordinateur, un logiciel interne de traitement des demandes, une ligne téléphonique, des téléphones portatifs (DECT) pour l'encadrement et les permanences.

Le Titulaire est tenu de maintenir ces équipements en bon état de propreté et de fonctionnement.

1.14.2 Locaux

France Télévisions met gratuitement à la disposition du Titulaire, des placards et/ou locaux pour l'entrepôt du matériel ainsi que des armoires vestiaires pour le personnel du Titulaire selon ses possibilités.

Le Titulaire est tenu de maintenir les placards et/ou locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement.

L'attribution des placards et/ou locaux peut à tout moment être modifiée par simple décision de France Télévisions. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait du changement d'affectation des locaux d'exploitation.

Le Titulaire doit immédiatement signaler par écrit, toutes déficiences constatées avant ou en cours d'utilisation des placards et/ou locaux et équipements qui lui sont confiés et susceptibles de provoquer un accident ou un dommage quelconque. Il est responsable des dégradations autres que l'usure normale et des conséquences qu'elles pourraient avoir.

Les réparations consécutives des placards et/ou locaux et équipements à un usage irrationnel ou à l'inobservation des consignes d'emploi ou des règles de sécurité, sont à la charge du Titulaire.

1.14.3 Branchement électrique - Fourniture d'eau

La fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaire, à l'exécution exclusive des prestations d'entretien, sera assurée gratuitement par France Télévisions. Le Titulaire devra néanmoins éviter tout

éclairage superflu, en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

A défaut de la fourniture des éléments ci-dessus, dans le cas d'une cause extérieure à la volonté de France Télévisions ou en cas de non-conformité aux normes de sécurité en vigueur, le Titulaire sera dispensé, pendant cette carence, d'exécuter les prestations.

1.15 MOYENS INFORMATIQUES

Tous les points développés par le Titulaire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Moyens informatiques ».

1.15.1 Connaissance de l'outil informatique du Client

Le Titulaire prévoit une phase d'acquisition de connaissances afin de maîtriser l'outil informatique du Client.

Cet outil permet la gestion des demandes et des incidents.

Les opérations décrites ci-dessus doivent être impérativement gérées dans le logiciel FTV.

La Titulaire utilise Le logiciel FTV pour la gestion des demandes et des incidents. L'horodatage des étapes concernant les demandes et les incidents permet de calculer les temps d'intervention.

1.15.2 Outil de suivi des interventions

France Télévisions souhaite suivre en temps réel les interventions réalisées dans le cadre du marché

1.15.3 Tag RFID

Pour les prestations de propreté, France Télévisions a équipé ses locaux de dispositifs de contrôle par tags RFID (Mifare) et équipera également les équipements concernés par le marché, notamment les fontaines à eau et les plantes d'intérieur, du même système, afin d'assurer le suivi, la traçabilité et le contrôle des interventions du Titulaire.

1.15.4 Saisie des actions liées aux interventions

Le Titulaire doit équiper ses collaborateurs de terminaux permettant de scanner les tags RFID et d'indiquer les types d'interventions réalisées.

Le titulaire signalera les tags RFID dégradés ou ne fonctionnant pas.

1.15.5 Acquisition des terminaux et logiciel de lecture des tags RFID (Mifare)

Le Titulaire du marché prend en charge, à ses frais, les terminaux ainsi que le logiciel adéquat afin d'avoir une lecture et une traçabilité. France Télévisions se réserve le droit d'imposer un logiciel selon ses prérogatives informatiques.

1.15.6 Collecte des informations

Le Titulaire collectera ces informations en temps réel de manière centralisée.

1.15.7 Suivi des informations

Le titulaire fournira à France Télévisions un accès à son outil (site web) pour suivre les interventions.

La présentation des informations permettra aisément de suivre celles-ci.

Les gammes de nettoyage seront indiquées dans cet outil et une présentation adaptée des informations permettra facilement de suivre la réalisation de celles-ci.

L'outil fournira des états de reporting sur ces informations.

1.15.8 Récupération automatisée des informations

Le Titulaire propose un moyen permettant la récupération des informations par un moyen automatisé (sans action humaine). Ce moyen devra être basé sur des principes de web services.

Le titulaire fournit la documentation nécessaire à l'utilisation de ce moyen et assistera France Télévisions à la mise en place de celui-ci.

1.15.9 Terminaux supplémentaires

Le Titulaire fournira à France Télévisions trois terminaux supplémentaires.

1.15.10 Actions personnalisables pour France Télévisions

Le terminal permet également pour un lieu d'indiquer des types d'actions que France Télévisions définira au début du marché.

1.15.11 Délai de mise en œuvre

Cet outil sera mis en œuvre au plus tard 3 mois après la prise d'effet du marché.

Le Titulaire indique dans le cadre de réponse la date au plus tard sur laquelle il s'engage. Cette date ne peut pas être postérieure à celle demandée par le Client.

1.16 CONTROLE QUALITE

Tous les points développés par le Titulaire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Contrôle Qualité ».

Le Titulaire décrit, dans le mémoire technique, les procédures de suivi des prestations et du contrôle Qualité qu'il mettra en place.

1.16.1 Plan d'Assurance Qualité

Celui-ci contient au minimum :

- Les résultats des contrôles qualité
- Le taux de réalisation conforme des gammes de nettoyage

1.16.2 Comptes rendus mensuels

Le Titulaire établit, chaque mois, un compte-rendu mentionnant pour le mois écoulé :

- Un tableau d'indicateurs correspondant, au moins, à ceux cités dans le plan d'assurance qualité.
- Le chiffre d'affaires global faisant apparaître les 2 types de prestations (périodiques et exceptionnelles), leur nombre et leur coût
- Les plannings des prestations d'entretien courant et de basse fréquence mis à jour
- Les résultats des contrôles et autocontrôles
- Les pénalités appliquées
- Le nombre de réclamations émanant des usagers, leur nature et les solutions apportées,
- Le suivi de la consommation des consommables,
- Les absences et remplacements de personnel effectués
- Les améliorations et suggestions visant à améliorer les prestations,
- Et toute autre information qu'il souhaite porter à la connaissance de France Télévisions.

Le compte-rendu est diffusé à France Télévisions et à l'ensemble des personnes concernées au plus tard dans la première semaine T+1.

Ce reporting devra faire l'objet d'une synthèse annuelle accompagnée d'une présentation des perspectives en année N+1.

En cas de non-transmission des comptes rendus, les pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 10) seront appliquées.

1.16.3 Réunion de suivi de contrat

Une réunion de suivi mensuelle est organisée dans les locaux de France Télévisions, sur la base du compte-rendu et suivant les modalités décrites dans le Mémoire Technique.

1.17 AMELIORATION CONTINUE ET PLAN DE PROGRES

Le Titulaire soumet chaque année à France Télévisions un Plan de Progrès. Ce document formalise les engagements du Titulaire pour optimiser la qualité des services, réduire les impacts environnementaux et améliorer l'efficacité économique du marché.

1.17.1 Contenu attendu

La proposition du Titulaire doit porter sur les axes suivants, sans que cette liste soit limitative :

- Innovation technique et technologique : Introduction de nouveaux matériels (ex : robotisation du nettoyage, capteurs IoT pour le remplissage des consommables), ou de nouvelles méthodes de travail.
- Performance Environnementale (RSE) : Solutions pour réduire la consommation d'eau (notamment pour les espaces verts), passage à des produits 100% éco-labellisés, optimisation des circuits logistiques pour réduire l'empreinte carbone.
- Qualité de Service et Confort Usagers : Amélioration de la réactivité, mise en place d'enquêtes de satisfaction spécifiques, ou propositions d'aménagements paysagers favorisant la biodiversité.
- Optimisation Économique : Propositions de variantes ou de réorganisations permettant de générer des gains de productivité ou des économies de charges pour le Client.

1.17.2 Calendrier et Gouvernance

- Dépôt de la proposition : Le projet de Plan de Progrès est transmis par le Pilote du marché au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du contrat.
- Examen : Le plan est présenté lors d'un Comité de Pilotage (COPIL) dédié.
- Validation : France Télévisions valide les actions retenues. Celles-ci font l'objet d'un avenant si elles modifient substantiellement les conditions du marché, ou d'un simple compte-rendu d'accord pour les ajustements opérationnels.
- Suivi : Un bilan de l'exécution du plan de progrès de l'année *N-1* est impérativement présenté avant l'examen du plan de l'année *N*.

1.18 DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous les points développés par le Titulaire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Développement durable ».

1.18.1 Modalités des prestations et produits associés

Le Titulaire devra respecter les principes suivants :

- Optimiser la consommation d'eau et d'énergie.
- Utiliser du matériel nécessitant une faible consommation d'énergie et à faible niveau sonore.
- Utiliser des produits limitant la pollution de l'eau et de l'air.
- Favoriser les produits générant moins de déchets.
- Respecter le tri des déchets réalisé à la source par les utilisateurs voire l'optimiser.

A cet effet, le Titulaire décrit dans son mémoire technique, les matériels, produits et méthodes qu'il utilisera pour exécuter le contrat dans le respect de ces principes.

1.19 SUGGESTIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire est invité à présenter à France Télévisions pendant la durée de son marché, toute suggestion visant à améliorer les prestations d'entretien, tant sur le point de la qualité que sur le point des coûts. Le responsable du Titulaire concerné devra être véritablement « force de propositions » pour la réalisation de prestations ponctuelles hors forfait.

Chacune de ces suggestions sera examinée avec soin par France Télévisions.

1.20 PRESTATIONS NON-CONFORMES

Les prestations non-conformes au marché donnent lieu à l'application de pénalités cumulables dont les montants sont fixés au CCA :

Sont notamment considérées comme prestations non conformes :

- Cas 1 : Contrôle qualité non conforme sur contrôle contradictoire et sur contrôle inopiné
- Cas 2 : Absence ou le retard de transmission de plan d'actions
- Cas 3 : Gestion hors délai des demandes
- Cas 4 : Ruptures dans l'approvisionnement de consommables sanitaires
- Cas 5 : Perte de clés hors pass
- Cas 6 : Non transmission des plannings d'intervention de l'ensemble des prestations du présent marché
- Cas 7 : Non-respect du planning d'intervention des prestations du présent marché
- Cas 8 : Non port du vêtement au sigle de la société, du badge nominatif ou le port d'une tenue négligée ou non adaptée aux activités réalisés
- Cas 9 : Non transmission de la liste quotidienne des salariés
- Cas 10 : Non transmission des comptes rendus d'intervention, de réunion, etc.
- Cas 11 : Non-respect des procédures de sécurité
- Cas 12 : Non-respect du plan de formation

2. GESTION GLOBALE ET PILOTAGE

Le Pilotage général de l'exploitation correspond à l'ensemble des activités de gestion, de coordination, d'assistance et de conseil pour l'exploitation du site.

A ce titre, le Titulaire assure de façon générale :

- Les missions de préparation de l'exploitation,
- Le management général de l'exploitation courante, dont la veille technologique, réglementaire et le conseil,
- La gestion, la coordination et le pilotage de toutes les prestations de service confiées dans le cadre du présent marché,
- L'assistance à la gestion financière et budgétaire,
- Le reporting global et financier du marché.

2.1 LOT 1

Le Titulaire désignera un responsable dédié à temps complet pour l'intégralité du lot 1 du présent marché.

- Ce Pilote sera le point de contact unique et principal.
- Il sera l'interlocuteur privilégié pour le suivi opérationnel quotidien de l'ensemble du marché.

2.2 LOT 2

Contrairement au lot 1, la mise à disposition d'un Pilote dédié n'est pas exigée pour ce lot. Toutefois, le Titulaire doit désigner un interlocuteur unique référent afin d'assurer la cohérence et la centralisation de la gestion des deux sites.

2.3 PRESTATIONS DE GESTION GLOBALE ET DE PILOTAGE

Le pilotage général de l'exploitation correspond à l'ensemble des activités de gestion, de coordination, d'assistance et de conseil pour l'exploitation des sites.

A ce titre, le Titulaire du lot assure de façon générale :

- Les missions de préparation de l'exploitation,
- Le management général de l'exploitation courante, dont la veille technologique, réglementaire et le conseil,
- La gestion de la sécurité des sites,

- La gestion, la coordination et le pilotage de toutes les prestations de service confiées dans le cadre du présent marché,
- L'assistance à la gestion financière et budgétaire,
- Le plan de progrès,
- Le reporting global et financier du marché.

2.4 ORGANISATION DE LA PHASE DE DEMARRAGE DU MARCHE

La phase de démarrage, souvent appelée « phase d'appropriation » ou « période de mobilisation », est cruciale dans un marché multiservices.

La phase de démarrage court de la notification du marché jusqu'à la date de prise d'effet des prestations. Le Pilote de la gestion globale désigné par le Titulaire est le garant de la réussite de cette transition.

2.4.1 Gouvernance et Pilotage de la transition

Dès la notification, le Pilote met en place la structure de gestion :

- Réunion de lancement (Kick-off) : Organisation d'une réunion avec France Télévisions pour valider le rétroplanning de déploiement.
- Interlocuteur Unique : Le Pilote centralise l'ensemble des échanges. Il coordonne les différents pôles (Hygiène, Lutte contre les nuisibles, Espaces Verts, etc.) pour assurer la cohérence des interventions.
- Mise à jour de l'inventaire : Vérification et validation des surfaces, du nombre de fontaines à eau, du recensement des plantes et de l'état des espaces verts.

2.4.2 Audit technique et état des lieux contradictoires

La phase de démarrage est strictement limitée afin de garantir une mise en œuvre rapide des prestations ; l'ensemble de l'audit technique et des états des lieux devra impérativement être remis dans un délai de trois mois.

Sous la responsabilité du Pilote, des états des lieux sont réalisés pour chaque métier :

- Hygiène et Vitrierie : État de propreté initial des locaux et des vitrages pour définir les zones prioritaires.
- Pest Control (Lutte contre les nuisibles) : Audit de vulnérabilité pour identifier les zones d'infestation actuelles et l'emplacement des dispositifs de piégeage existants.
- Fontaines à eau : Diagnostic de l'état du parc.
- Végétal : Diagnostic sanitaire des plantes intérieures et inventaire phytosanitaire des espaces verts.

2.4.3 Déploiement opérationnel et Sécurité

Le Pilote assure la mise en place des moyens nécessaires :

- Plan de Prévention : Rédaction et signature du Plan de Prévention unique ou par métier, incluant les protocoles de sécurité spécifiques au site.
- Moyens matériels : Livraison des consommables sanitaires, installation des fontaines, mise en place du petit matériel d'entretien et des bacs de tri.
- Système d'information (Reporting) : Paramétrage de l'outil de suivi permettant à France Télévisions de suivre les interventions en temps réel et de déclarer des incidents.

2.4.4 Livrables de fin de phase de démarrage

La phase de démarrage est fixée à une durée maximale de trois mois. À l'issue de cette phase, le Pilote remet un Rapport de Fin de Mobilisation comprenant :

- Le planning définitif des interventions par site et par métier.
- Les fiches de données de sécurité (FDS) de tous les produits utilisés.
- L'organigramme définitif avec les coordonnées.
- Les PV d'états des lieux contradictoires.

3. ENCADREMENT NON ŒUVRANT SUR SITE

Le Titulaire affecte sur les différents sites des chefs d'équipe non œuvrant qui ont pour mission de seconder l'interlocuteur unique, d'organiser l'exécution des prestations :

- Distribution des tâches, surveillance et exécution du travail,
- Discipline sur les sites,
- Contrôle du travail et vérification de la qualité des différentes prestations
- Sécurité du personnel,
- Interface entre France Télévisions sur site et l'interlocuteur unique du Titulaire.
- Reporting des actions auprès de l'interlocuteur unique du Titulaire.

3.1 LOT 1 - MAISON FRANCE TELEVISION

- Un Chef d'équipe doit être présent du lundi au vendredi de 06 h 00 à 14 h 00 avec une pause d'une heure.
- Un Chef d'équipe doit être présent du lundi au vendredi de 14 h 00 à 22 h 00 avec une pause d'une heure.
- Un Chef d'équipe doit être présent du lundi au vendredi de 22 h 00 à 06 h 00 avec une pause d'une heure.

3.2 LOT 1 - VALIN

- Un Chef d'équipe doit être présent du lundi au vendredi de 06 h 00 à 10 h 00.

3.3 LOT 1 - QUADRANS

- Un Chef d'équipe doit être présent du lundi au vendredi de 06 h 00 à 14 h 00 avec une pause d'une heure.

3.4 LOT 1 – SEINE OUEST

- Un Chef d'équipe doit être présent du lundi au vendredi de 06 h 00 à 10 h 00.

Les agents d'encadrement doivent disposer d'un téléphone portable pour être joignable à tout moment. Ils sont habilités à prendre, au nom du Titulaire, toute décision conditionnant sur place la bonne exécution des prestations.

4. PROPRETE ET HYGIENE**4.1 Éléments sociaux**

Les informations communiquées sont issues des éléments transmis par le Titulaire. France Télévisions, n'ayant aucun moyen légal de vérification concernant la véracité de ces informations, communique ces données sous toutes réserves d'authenticité.

Il est néanmoins demandé aux soumissionnaires d'être très vigilants dans la réponse à l'appel d'offre.

Le Titulaire retenu ne pourra pas élever de réclamations à l'encontre de France Télévisions, concernant les écarts.

4.2 MISE EN PROPRETE DES LOCAUX**4.2.1 Généralités**

Les méthodes de nettoyage et d'entretien mises en œuvre pour l'exécution des prestations sont sous l'entière responsabilité du Titulaire. D'une manière générale, les méthodes retenues doivent assurer la propreté, l'hygiène et la bonne conservation des éléments ou revêtements présents sur le site.

La nature et la surface des revêtements de sols sont décrits pour l'ensemble des prestations dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

Les fréquences annuelles de mise en propreté par site sont décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

Le nettoyage des locaux sera mené avec le souci de conserver, après l'opération, la même disposition des meubles. Dans le cas des salles de réunion, de formation, l'ensemble des chaises et fauteuils devra être correctement disposé autour des tables après intervention.

Au fur et à mesure de la progression des opérations de nettoyage, tout le mobilier léger sera déplacé, mais il est formellement interdit de placer du mobilier sur les tables, chaises ou bureaux.

Il est expressément entendu que tout dessus de bureau non correctement rangé par son utilisateur ne pourra être entretenu dans les règles de l'art. Aucune remarque ne saurait être formulée au Titulaire dans ce cas (si celui-ci est raisonnablement constaté).

Les détergents utilisés sont adaptés aux surfaces traitées sans action néfaste sur la nature et l'aspect de ces surfaces. De plus, les produits utilisés doivent être le moins toxique et émettre le moins de COV que possible.

Les agents du Titulaire ne devront pas déplacer ni ranger les documents présents sur les bureaux. Les déchets issus du vidage des corbeilles et des poubelles devront être acheminés dans les lieux préalablement identifiés et vidés dans les conteneurs prévus à cet effet.

- En régies et salles techniques, les appareillages électroniques et professionnels (appareils techniques, tables de montage) ne sont pas à prendre en compte dans le périmètre de la prestation.
- Dans les autres locaux, les écrans, carter, unités centrales et claviers des micro-ordinateurs, les téléviseurs et lecteurs DVD sont à dépoussiérer.
- Dans les sanitaires et vestiaires, les sols sont nettoyés avec une solution désinfectante et rémanente.
- Dans l'ensemble des locaux, les combinés téléphoniques et les supports sont à dépoussiérer et à désinfecter. Dans tous les cas, le Titulaire veillera à ne pas dérégler ou déprogrammer les claviers, les appareillages et les téléphones.
- Les circuits de nettoyage devront être régulièrement modifiés afin que chaque local bénéficie de la même attention.
- Les sacs poubelles doivent être biodégradables et conformes aux normes CE environnement.

4.2.2 Jours et horaires d'intervention

4.2.2.1 Lot 1

Les prestations d'entretien courant, pour chaque site du lot 1, sont réalisées dans des créneaux horaires d'accessibilité de 06h à 09h et/ou de 18h à 21h.

4.2.2.2 Lot 2

Les prestations d'entretien courant, pour chaque site du lot 2, sont réalisées dans des créneaux horaires d'accessibilité :

- Site de Vendargues : de 05h à 08h30,
- Site de Vallée Verte : de 06h à 09h.

Les fréquences d'interventions pour la réalisation des prestations sont définies dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT, pour chaque établissement.

Les horaires exacts seront déterminés d'un commun accord à la prise du marché.

France Télévisions se réserve le droit de surveiller les travaux afin de s'assurer que ceux-ci sont bien réalisés pendant les temps impartis.

France Télévisions se réserve le droit, si la nécessité l'exige, de modifier les horaires indiqués. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité tant que la variation imposée ne rentre pas dans les heures de nuits.

Au-delà de cette amplitude, le Titulaire peut prétendre à une modification du prix en fournissant à l'appui de sa demande des justifications (disposition particulière prévue dans la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté, travail de nuit...).

Le Titulaire peut intervenir le samedi (hors jours fériés) pour effectuer les prestations exceptionnelles sur bons de commande et/ou les prestations périodiques qui nécessitent, du fait de leur périodicité, une intervention trop importante pour être comprise dans les créneaux horaires d'accessibilité hebdomadaire, **uniquement sur acceptation** de France Télévisions.

4.2.3 Travail en jours fériés

Certaines prestations suivant les cahiers des charges sont à réalisées les jours fériés.

Les prestations de fréquence hebdomadaire (et/ou supérieure) prévues et planifiées qui débutent ou incluent un jour férié devront être réalisées obligatoirement. Le Titulaire prendra alors, toutes les dispositions possibles pour effectuer ces prestations la veille ou le lendemain sans que cela vienne perturber l'organisation mise en place par ailleurs.

4.2.4 Disposition particulière durant les prestations de lavage des sols

L'entretien par lavage des sols peut être la cause pour les occupants des sites d'accidents de travail par glissade. C'est le cas notamment en ce qui concerne le lavage des sols des groupes sanitaires ainsi que le lavage des sols des espaces de circulation, des escaliers et paliers.

Pour prévenir ces risques, les agents du Titulaire devront obligatoirement prévenir par balisage les occupants des lieux. Le fait de baliser ces zones (ou de condamner l'accès durant l'intervention dans les groupes sanitaires par exemple) permet en outre de laisser les sols sécher et donc d'obtenir un résultat conforme aux attentes.

4.2.5 Enlèvement et évacuation des déchets

Le Titulaire assure quotidiennement l'enlèvement des déchets des différents locaux en respectant le tri-sélectif.

L'évacuation des différents déchets se fera dans les conteneurs, au point de dépose prévu par France Télévisions.

Le Titulaire s'engage à considérer la protection de l'environnement comme un paramètre essentiel. Il intégrera un système de management environnemental dans l'esprit de la norme ISO 14001.

4.2.6 Dispositif spécial Tchao Mégots

Le Titulaire assure quotidiennement la récupération des mégots. Ceux-ci doivent être recueillis exclusivement dans un réceptacle spécial fourni par France Télévisions, afin d'éviter toute propagation d'incendie éventuel. Ces déchets seront entreposés dans le réceptacle prévu à cet effet au point de dépose dédié.

4.2.7 Disposition particulière durant les prestations de salage et de déneigement des cheminements

Les agents du titulaire devront procéder au déneigement et au salage des cheminements à la demande de France Télévisions.

Les sols gelés ou enneigés en cours de déneigement ou de salage peuvent être la cause pour les occupants des sites d'accidents de travail par glissade.

Pour prévenir ces risques, les agents du Titulaire devront obligatoirement prévenir par balisage les occupants des lieux.

4.3 PERMANENCE PROPRETE

Toutes les permanences, énoncées ci-dessous, sont détaillées dans l'annexe 3 de chaque lot du présent CCT.

Le personnel affecté par le Titulaire du marché pour les permanences doit posséder les qualités requises (lecture et rédaction de messages en langue française) pour l'utilisation de l'outil interne de communication de France Télévisions.

4.3.1 Lot 1 - Maison France Télévisions

Sur le site de France Télévisions, 2 types de permanences sont à prendre en compte :

- Permanence locaux communs et sociaux :
 - Une permanence propreté doit se tenir du lundi au vendredi de 09 h 00 à 18 h 00.
- Permanence Studios :
 - Une permanence propreté doit se tenir du lundi au dimanche de 00 h 00 à 24 h 00.
 - Une permanence propreté doit se tenir du lundi au samedi de 06 h 00 à 23 h 00.

4.3.2 Lot 1 - Valin

- Une permanence propreté doit se tenir du lundi au vendredi de 09 h 00 à 17 h 00 avec une pause d'une heure.

4.3.3 Lot 1 - Quadrans

- Une permanence propreté doit se tenir du lundi au vendredi de 09 h 00 à 18 h 00.

4.3.4 Lot 1 – Seine Ouest

- Une permanence propreté doit se tenir du lundi au vendredi de 09 h 00 à 18 h 00.

4.3.5 Lot 2 - Vendargues

- Une permanence propreté doit se tenir du lundi au vendredi de 09 h 00 à 17 h 00 avec une pause d'une heure.

4.4 HORS PASS

Sur le site, Maison France Télévisions, certains locaux sont à entretenir uniquement en cours de journée et de nuit. La liste figure dans l'annexe 4 du lot 1 du présent CCT. Ces prestations ne doivent pas être intégrées dans la permanence des locaux communs et sociaux et ni de studios.

4.5 PRESTATIONS GARAGE

Pour le site Maison France Télévisions, le Titulaire du marché devra mettre en place un agent à temps plein titulaire d'un permis de conduire français de catégorie B en cours de validité. En cas de changement d'agent, le Titulaire du marché devra justifier auprès de France Télévisions, de la possession d'un permis de conduite français de catégorie B du remplaçant.

De plus, le Titulaire du marché devra contracter à ses frais une assurance pour son agent en vue de la conduite des véhicules de France Télévisions. Le Titulaire du marché devra justifier auprès de France Télévisions que son agent est bien assuré pour la conduite de ces véhicules.

France Télévisions se dégage de toute responsabilité en cas d'infraction au code de la route et d'accident causés par l'agent du Titulaire. L'agent du Titulaire du marché est responsable de toutes les infractions au code de la route et des accidents causés à ses torts ou pas. Les amendes causées par ses méfaits et les éventuelles suppressions de points lui sont imputables. France Télévisions transmettra l'identité du conducteur aux instances compétentes.

Les prestations seront effectuées du lundi au vendredi. Les horaires d'interventions seront définis entre les deux parties à la prise du marché.

4.5.1 Nettoyage intérieur et extérieur des véhicules

Les véhicules de MFTV sont nettoyés à raison de 3 à 5 unités par jour en moyenne, selon leur état de salissure.

La mission de l'agent du Titulaire du marché consiste :

- Prise en compte du véhicule,
- Établissement de la fiche d'état du véhicule pour nettoyage (état carrosserie, kilométrage),
- Vérification de la pression des pneus,
- Complément lave-glace,
- Restitution des clés auprès du magasin technique de la rédaction.

4.5.2 Entretien, maintenance ou réparation des véhicules

La mission de l'agent du Titulaire du marché peut consister au convoyage des véhicules.

4.5.3 Opérations ponctuelles

Le Titulaire du marché devra assurer les opérations ponctuelles suivantes :

- Petites opérations sur les véhicules (mettre en charge la batterie et le montage d'accessoire),
- Gestion des pneus crevés (acheminement des roues défectueuses au garage et retour),
- Contrôle technique pour les véhicules appartenant à FTV et les véhicules de location de plus de quatre ans (acheminement du véhicule au centre de contrôle, attente et retour avec le véhicule et le certificat de conformité du véhicule).

4.5.4 Suivi des véhicules

A chaque retour d'un véhicule, le Titulaire du marché doit effectuer les opérations de suivi des véhicules, à savoir :

- Établissement de la fiche d'état du véhicule (état carrosserie, kilométrage, niveau d'essence),
- Vérification de la pression des pneus.
- Vérification du niveau du lave-glace et complément si nécessaire.

4.6 CONTROLES QUALITE

Le contrôle qualité a pour objet de vérifier que la qualité des prestations fournies par le Titulaire est conforme aux attentes de France Télévisions.

4.6.1 Échantillonnage

Il n'est pas concevable de contrôler les sites sur toute leur totalité. Pour cette raison, un plan d'échantillonnage est établi pour chaque établissement.

Chaque établissement est découpé en zones. Il existe autant de zones que de famille de locaux dans chaque établissement. Le regroupement de plusieurs zones, y compris disjointes, d'un même établissement constitue un secteur de contrôle. Sa superficie est d'environ 5% de l'établissement. Chaque secteur de contrôle est également représentatif de l'établissement. Une zone, si elle est considérée comme sensible, peut être présente dans plusieurs secteurs de contrôle.

4.6.2 Niveaux de qualité attendus

Le contrôle qualité a pour objet de vérifier que la qualité des prestations fournies par le Titulaire, est conforme aux attentes de France Télévisions.

Le but des contrôles est :

- D'éviter les tendances indésirables.
- D'éviter le mécontentement des usagers.
- D'améliorer la qualité du service.

La qualité de service livrée à France Télévisions sera mesurée par :

- Des contrôles contradictoires suivant le plan de contrôle qualité,
- Les dysfonctionnements constatés et signalés par les collaborateurs de France Télévisions via l'outil de gestion des demandes d'interventions,
- La réactivité du Titulaire aux appels et demandes (respect des délais de réponse aux sollicitations via l'outil de demandes d'intervention).

Les délais d'intervention sont fixés à 24h maximum après la demande formulée par France Télévisions. Sans réponse de la part du Titulaire dans ces délais, des pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 3) pourront s'appliquer.

Le seuil d'acceptabilité du niveau de qualité de base est de 90% de conformité minimum pour un contrôle prévu au plan de contrôles. Toutefois, le pourcentage du seuil d'acceptabilité retenu sera celui que le Titulaire s'est engagé à respecter lors de sa candidature.

Ce niveau de qualité est le résultat du contrôle de conformité incluant :

- la réalisation des tâches prévues au cahier des charges,
- de la bonne utilisation du matériel,
- de l'utilisation de moyens adaptés,
- de l'application de méthodologies adaptées.

Les contrôles se basent notamment sur le comptage des déchets, des traces, des souillures, les corbeilles non vidées (sans prise en compte d'un %), les distributeurs non approvisionnés, l'absence de sac dans les corbeilles, le détachage moquette non-effectué, ...

Les prestations jugées non conformes sont autant des prestations non effectuées que des défauts constatés.

Seront également inclus dans les résultats du contrôle qualité l'état de fonctionnement et l'entretien des matériels utilisés par le Titulaire, l'étiquetage des produits, la formation et sensibilisation des salariés, le rangement des locaux nettoyage mis à disposition par France Télévisions.

Si l'indice de satisfaction venait à être inférieur au seuil d'acceptabilité initialement déterminé, le Titulaire doit proposer un plan d'actions visant :

- à remettre en conformité la prestation jugée non conforme,
- à agir sur les causes du dysfonctionnement constaté (adaptation des moyens, des méthodes, ...).

Ces plans d'actions, validés par France Télévisions, seront suivis lors des contrôles suivants pour vérifier leur efficacité.

France Télévisions réalise une revue de contrat mensuelle de ses Titulaires. L'ensemble des résultats qualité est étudié et les décisions sur les éventuelles pénalités sont prises. Le Titulaire est convoqué à ces réunions.

4.6.3 Cadre de réponse technique

Le titulaire indique dans le cadre de réponse technique le seuil d'acceptabilité du niveau de qualité attendu qu'il s'engage à respecter au-delà ou égal à celui imposé par France Télévisions.

4.6.4 Modalités des contrôles qualité

4.6.4.1 Autocontrôles du Titulaire :

Le Titulaire doit réaliser ses autocontrôles pour toutes les prestations réalisées dans le cadre du présent marché. Le titulaire proposera le mode de réalisation et de reporting des résultats de ses autocontrôles.

En tout état de cause, et pour assurer un minimum de lisibilité sur la réalisation des prestations du Titulaire, France Télévisions souhaite que celui-ci utilise un système permettant de pointer le passage des agents de service.

4.6.4.2 Contrôles contradictoires :

Les opérations de contrôles contradictoires sont déclenchées à l'initiative de France Télévisions selon son plan de contrôle. Les établissements sont retenus par France Télévisions de façon aléatoire et/ou en fonction du nombre et de la nature des réclamations émanant des occupants au travers du logiciel France Télévisions.

La fréquence des contrôles est au minimum une fois par mois par bâtiment pour la prestation propreté.

Participant aux contrôles contradictoires :

- Un représentant de France Télévisions.
- Un représentant du Titulaire.

A partir d'un constat de non-acceptabilité par secteurs contrôlés, les pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 1) pourront s'appliquer.

Par suite des constats de non-conformité d'un contrôle contradictoire, le Titulaire devra mettre en place un plan d'actions correctif sous 24h. En cas d'absence ou de retard de transmission de plan d'actions les pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 2) pourront s'appliquer.

4.7 EQUIPEMENTS SANITAIRES ET CONSOMMABLES ASSOCIES

Tous les points développés par le Titulaire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Fourniture, sanitaires et consommables associés ».

4.7.1 Nature des prestations

Il est demandé au Titulaire de fournir et d'assurer la maintenance des équipements sanitaires (avec le remplacement des distributeurs défectueux sous **24 heures**, et d'assurer la livraison et la gestion des consommables associés. Ces opérations concernent tous les établissements prévus au marché. France Télévisions souhaite que les consommables qui seront proposés bénéficient le plus possible de labels environnementaux.

Le Titulaire respectera les descriptifs ci-dessous et assurera à France Télévisions un service continu sans rupture tant au niveau de l'installation que de la livraison de ces fournitures.

4.7.2 Types de fournitures

Avant toute pose, le Titulaire propose à France Télévisions pour accord, des modèles d'équipements sanitaires de la même gamme esthétique.

Distributeurs de savon

La distribution des doses de savon s'opérera obligatoirement par poussoir. Le savon devra être de PH neutre et hypoallergénique. Le Titulaire devra veiller à ce que la viscosité soit conforme aux spécificités des distributeurs pour éviter tout risque de fuite.

Distributeurs de papier hygiénique

Ils devront être de grande capacité. Les bobines de papier blanc seront de 2 plis prédécoupés en ouate de cellulose d'environ 400 mètres.

Assainisseurs d'air

France Télévisions choisira sur présentation du Titulaire les parfums diffusés par ces appareils qui devront s'adapter aux lieux dans lesquels ils sont disposés.

France Télévisions pourra envisager de demander l'emploi de plusieurs fragrances différentes.

Conteneurs hygiène féminine

Plusieurs systèmes et services existent (liquide bactéricide, change du conteneur ou évacuation du sac...)

Le Titulaire est libre de sélectionner le système qui lui convient le mieux en prenant en compte qu'il est de sa responsabilité d'adapter la fréquence de change pour assurer aux agents de France Télévisions un service irréprochable.

Il sera mis en place un conteneur par cabine réservée au personnel féminin ou mixte.

4.7.3 Mise en œuvre

Le Titulaire, installera l'ensemble des matériels neufs en lieu et place des matériels existants. Les distributeurs mis en place devront de préférence être scellés au mur et non collés ou fixés sommairement. Chaque distributeur déposé sera remplacé immédiatement par un nouveau distributeur pour assurer la continuité du service. Les matériels ainsi collectés seront stockés à France Télévisions pour restitution à l'ancien Titulaire.

Les assainisseurs d'air seront collés sur la face interne des portes des cabines, en partie haute.

Point particulier :

Pour les sanitaires récemment rénovés, il est demandé au Titulaire de ne pas percer les murs mais de percer ses nouveaux appareils pour bénéficier des entre-axes existants.

Ce mode de fonctionnement impose dans tous les cas au Titulaire le changement des chevilles et des vis existantes par des chevilles et des vis de diamètres supérieurs afin d'assurer un maintien optimal.

Conformément aux articles par ailleurs détaillés et d'une manière générale, tout dommage engendré par la pose des appareils sera imputable de plein droit au Titulaire du Marché.

4.7.4 Stock de matériels et de consommables

Le Titulaire, devra prévoir en permanence un stock d'appareils pour assurer le remplacement **sous 24 heures** en cas de casse. Ce remplacement lui incombe en totalité.

Sauf en cas de casse répétitive, dûment constatée par les parties, aucune facturation supplémentaire ne pourra être adressée aux Services de France Télévisions.

D'autre part, il devra également disposer d'un stock suffisant de consommables pour pouvoir assurer l'approvisionnement entre deux livraisons, en cas de surconsommation ponctuelle ou décalage des livraisons. Il indiquera dans son mémoire technique la durée du stock tampon lequel restera identique pendant toute la durée du marché.

En cas de constatation de l'absence de consommables dans les sanitaires, les pénalités prévues à l'Article 1.20 - Prestations non-conformes (cas 4) seront appliquées.

4.7.5 Relevé des équipements sanitaires

Les fournitures sanitaires sont détaillées par site à l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

4.7.6 Effectifs sur les sites

Les effectifs sur les sites sont détaillés à l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT. Ils peuvent évoluer pendant la durée du marché.

Ces données sont destinées à l'évaluation des consommations par le Titulaire.

5. VITRERIE DE FAÇADE, DE CLOISON ET PRESTATIONS SPECIFIQUES

5.1 PRESENTATION GENERALE DES PRESTATION A REALISER PAR SITE POUR CHAQUE LOT

La liste des sites connus à la date de lancement de l'appel d'offre figure à l'Annexe 1 de chaque lot du présent CCT. Cette liste précise le nom du site, son adresse, la surface de la vitrerie et les moyens d'accessibilité.

Les superficies de la vitrerie de façade et de cloison sont extraites de la base de données « France Télévisions » et font foi pour le chiffrage des prestations par le Titulaire. Elles correspondent aux surfaces d'intervention de nettoyage. Ces surfaces et quantités sont données à titre indicatif.

Les surfaces déployées de vitrerie sont détaillées, par site pour chaque lot dans l'annexe 1 du présent CCT.

Les fréquences des prestations données par France Télévisions sont répertoriées dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT. Chaque site fait l'objet d'un cahier des charges spécifiques. Les fréquences figurant dans ces cahiers des charges ne sont fournies qu'à titre indicatif.

5.2 JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTION

L'intégralité des prestations devra être réalisée généralement du lundi au samedi (hors jours fériés).

Les horaires d'intervention sont laissés à la libre appréciation du Titulaire. Néanmoins, l'équipe d'intervention ne devra en aucune façon perturber l'activité des personnels de France Télévisions en cas d'intervention entre 08 h 00 et 18 h 00.

En cas d'intervention pendant les horaires de travail des personnels de France Télévisions, les laveurs de vitres devront adopter un comportement exemplaire.

Pour que les interventions soient exécutées en totalité, le Titulaire transmettra, dès le début du marché, un planning des prestations par site. Ce document mentionnera le nombre de laveurs de vitres, le jour et l'horaire de réalisation de la prestation par secteur d'intervention.

A l'issue de chacune des prestations effectuées selon le planning établi par le Titulaire et transmis à France Télévisions, un bon de passage sera automatiquement présenté à chaque responsable de site pour attester de la bonne exécution des prestations (ou pour consigner l'état d'avancement des prestations).

Pour que les interventions soient exécutées en totalité, le Titulaire informera du passage de ses agents les responsables de sites de France Télévisions, 48 heures au minimum avant le début des prestations.

La législation concernant la réalisation des travaux en hauteur étant précise, le Titulaire veillera scrupuleusement à son respect.

France Télévisions se réserve le droit d'interrompre les travaux et/ou interdire la réalisation si les conditions de sécurité ne sont pas remplies.

5.3 QUALITE DES AGENTS ET DES MOYENS D'ACCES

Tous les points développés par le Titulaire dans le Mémoire Technique pour cette partie doivent figurer dans celui-ci à la rubrique appelée « Qualité des agents et moyens d'accès ».

L'entretien de la vitrerie implique sur certains sites l'usage de moyens d'accès spécifiques impliquant une compétence technique des agents en charge de la prestation.

Pour les accès difficiles, le personnel du Titulaire disposera des habilitations correspondantes et à jour.

5.4 ACCES PAR NACELLE DU TITULAIRE

Le Titulaire devra obtenir les autorisations de stationnement des camions nacelles auprès des autorités compétentes. Par ailleurs, il assure la mise en place d'un balisage de sécurité réglementaire autour de la zone d'intervention afin de garantir la protection des usagers et de délimiter le périmètre de travail.

5.5 ACCES PAR CORDISTES

Aucune intervention réalisée à partir des points d'ancrage existants ne sera réalisée par le Titulaire sans avoir au préalable demandé et obtenu les attestations de conformité nécessaire.

5.6 MOYEN DE LEVAGE MIS A DISPOSITION PAR FRANCE TELEVISIONS

Différents bâtiments de France Télévision sont équipés de nacelle de toit. France Télévisions assure l'entretien des appareils de levage.

La liste des sites équipés de moyens de levage :

- Lot 1 – Maison France Télévisions
- Lot 1 – Valin
- Lot 1 – Quadrans
- Lot 1 – Seine Ouest.

6. LUTTE CONTRE LES NUISIBLES**6.1 GENERALITES**

Le présent cahier des charges est relatif aux prestations :

- De dératisation (rats, souris, surmulots),
- De désinsectisation (blattes, fourmis, araignées, moustiques, puces, etc.)
- De dé pigeonnisation
- Désinfection.

L'entreprise s'engage à tout mettre en œuvre pour limiter de façon optimale le nombre de nuisibles (rats, souris, blattes, fourmis, araignées, pigeons, ...), ses méthodes sont adaptées à la bonne réalisation du marché et à sa notion de résultat.

Le Titulaire doit proposer à France Télévisions une solution pérenne pour la dé pigeonnisation en particulier du 7ème étage et de la cour des Décors, ainsi que tout lieu concerné.

Tous les points développés dans la documentation technique pour cette partie doivent figurer dans le Mémoire Technique (document indépendant du cadre de réponse), à la rubrique appelée « Nature des prestations ».

Les locaux concernés avec leur surface décrits dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

Les fréquences annuelles d'intervention préventive par site sont décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

Les prestations préventives ont pour but de détecter la présence de nuisibles (action de monitoring) et de supprimer les possibilités d'infiltration, de prolifération et d'infestation des locaux et sites.

En plus des interventions préventives, France Télévisions peut demander des interventions curatives. En cas de demande d'intervention, le Titulaire doit intervenir sous 24h00 (de 8h00 à 20h00 – les jours de semaine).

Le but du présent contrat est d'apporter une qualité de prestation. Ce contrat impose donc à son titulaire une obligation de résultat.

Les moyens décrits ne sont pas limitatifs.

Les prestations sont exécutées selon la législation, les textes fédératifs et normes applicables.

Le Titulaire a une obligation d'information permanente auprès de son Client.

6.2 CLAUSE DE CONFORMITE SANITAIRE ET DE LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

La législation française concernant les intervenants dans la lutte contre les nuisibles (dératisation, désinsectisation, désinfection, dits "3D") est rigoureuse.

La présence de nuisibles représente un risque critique pour toute société : risques sanitaires (transmission de pathogènes), risques matériels (dégradation des câblages et des structures) et risques réputationnels majeurs. Afin de prévenir ces menaces, France Télévisions déploie un protocole de maîtrise sanitaire rigoureux. Fondé sur une approche de "lutte intégrée", ce dispositif repose sur une surveillance proactive, une traçabilité totale des interventions et une conformité stricte avec les nouvelles segmentations du Certibiocide 2025. Notre objectif est de passer d'une lutte curative à une gestion préventive et durable.

6.2.1 Obligations du Titulaire et conformité réglementaire

6.2.1.1 Certifications et agréments

Le Titulaire garantit être titulaire d'un agrément Certibiocide en cours de validité, conformément au dispositif réglementaire de 2025. Il s'engage à ce que l'ensemble du personnel intervenant sur le site dispose des certificats individuels requis pour la manipulation des produits de type TP14 (rodenticides) et TP18 (insecticides).

Les copies de ces agréments doivent figurer dans le Mémoire Technique à la rubrique appelée « Qualité des agents ».

6.2.1.2 Méthodologie et respect de l'environnement

Le Titulaire s'engage à privilégier les méthodes de lutte intégrée (prévention, étanchéité, piégeage mécanique). L'usage de produits biocides est strictement limité aux cas d'infestation avérée. L'appâtage permanent à l'aide de rodenticides anticoagulants est formellement interdit, sauf en cas de risque sanitaire documenté et pour une durée limitée, conformément aux directives de l'ANSES.

6.2.1.3 Dossier de traçabilité et reporting

À chaque intervention, le Titulaire doit remettre un bon d'intervention dématérialisé ou papier comprenant :

- Le plan de pose à jour des dispositifs numérotés.
- La liste des produits utilisés (nom commercial, numéro d'AMM et Fiche de Données de Sécurité - FDS).
- Le relevé des consommations et le diagnostic de l'infestation.

6.2.1.4 Garantie de résultat et salubrité

Le Titulaire est soumis à une obligation de moyens renforcée. Dans les zones soumises à la méthode HACCP ou au Règlement Sanitaire Départemental, le Titulaire garantit que son action permet à France Télévisions de répondre aux exigences de salubrité publique. En cas de contrôle des autorités (DDPP, ARS, Mairie), le Titulaire s'engage à fournir toute assistance technique nécessaire.

6.2.1.5 Assurance

Le Titulaire justifie d'une assurance Responsabilité Civile Professionnelle (RC Pro) couvrant spécifiquement les risques liés à l'épandage de produits chimiques et aux dommages collatéraux sur les biens ou les personnes.

6.3 TRAITEMENT PREVENTIF DE LA DERATISATION

Les prestations de dératisation visent à maîtriser et lutter contre l'infection des rongeurs (rats, souris, les muridés et rongeurs) afin d'éviter leur prolifération, d'obstruer les différentes voies de passages des rongeurs.

Le Titulaire assure les traitements préventifs des zones listées dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT et suivant les fréquences annuelles décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

Le Titulaire dépose des postes d'appât dans l'ensemble des zones énumérées dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

Dès qu'une infestation est détectée (rongeurs ou excréments visibles, appâts consommés) le titulaire remplace tous les appâts de la zone infestée par de nouveaux appât.

Chaque poste d'appât est signalé par un affichage (affichette, autocollant...) indiquant la dangerosité du produit.

6.4 TRAITEMENT PREVENTIF DE LA DESINSECTISATION

Les prestations de désinsectisation consistent à maîtriser et lutter contre l'infestation (ou menaces d'infestation future) des insectes rampants et volants (blattes, cafards, fourmis, mouches, moustiques, poissons d'argent, punaises de lit etc.).

Le Titulaire assure les traitements préventifs des zones listées dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT et suivant les fréquences annuelles décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

6.5 TRAITEMENT PREVENTIF DE LA DEPIGEONNISATION

Les prestations de dé pigeonnisation reposent principalement sur l'exclusion physique des oiseaux pour les empêcher de se poser, nicher et déféquer. L'objectif principal est d'empêcher les pigeons d'accéder aux zones de perchement (rebords de fenêtres, corniches, gouttières, toitures) et de nidification (combles, cavités) sur les structures.

Les fientes de pigeons représentent un danger sérieux pour les structures : elles sont en effet acides et corrosives, ce qui entraîne la dégradation de la pierre, des métaux et des peintures. De plus, elles peuvent boucher les gouttières et nuire à l'étanchéité des bâtiments. Au-delà des dégâts matériels, les fientes et les nids sont vecteurs de maladies, comme l'Histoplasmosse, la Salmonellose et l'Ornithose, tout en attirant d'autres nuisibles tels que les tiques, les poux et divers insectes. Enfin, une prestation de dé pigeonnisation permet d'assurer l'esthétique et l'image du site en préservant la propreté et la valeur du bâtiment.

La prévention consiste à rendre la zone inhospitalière pour le pigeon, sans le blesser. Les méthodes les plus courantes et autorisées sont :

- Pics anti-pigeons : barrière physique rendant l'atterrissage impossible.
- Filets anti-volatiles : barrière physique totale qui empêche l'accès à de grands volumes ou cavités.
- Fils tendus (ou câbles tendus : fils d'acier fixés par des potelets qui déstabilisent l'oiseau au moment de l'atterrissage. Discret et esthétique.
- Systèmes électro-répulsifs : dispositifs discrets délivrant une impulsion électrique basse tension (inoffensive) qui surprend le pigeon et le dissuade de se poser.
- Répulsifs de contact (Gels) : Substances collantes et/ou odorantes, visuellement discrètes, qui rendent l'atterrissage désagréable. Nécessitent une nouvelle application.

Le Titulaire assure les traitements préventifs des zones listées dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT et suivant les fréquences annuelles décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

6.6 TRAITEMENT PREVENTIF DE LA DESINFECTION

Les prestations de désinfection visent à réduire la présence de micro-organismes (bactéries, virus, champignons) sur des surfaces inertes (sols, murs, équipements, mobilier) avant qu'une contamination avérée ou une épidémie ne se déclare. Elle fait partie intégrante d'une démarche de bionettoyage et de prévention des risques infectieux.

Le Titulaire assure les traitements préventifs des zones listées dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT et suivant les fréquences annuelles décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

6.7 TRAITEMENT PREVENTIF DE LA FUMIGATION

La fumigation est une méthode de traitement biocide hautement réglementée, qui consiste à introduire une substance chimique sous forme gazeuse dans un volume clos pour détruire les organismes nuisibles (insectes, rongeurs, micro-organismes) présents dans les denrées, les structures, ou le sol.

Une prestation est qualifiée de préventive lorsqu'elle est réalisée selon un calendrier régulier, avant l'apparition d'une infestation majeure, pour maintenir un niveau de contamination très faible,

notamment dans les secteurs sensibles comme l'agroalimentaire ou le commerce international (traitements phytosanitaires).

Le Titulaire assure les traitements préventifs des zones listées dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT et suivant les fréquences annuelles décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

6.7.1 Caractère hautement réglementé

Le gaz fumigeant est toxique pour l'homme, l'animal et l'environnement. Pour cette raison, la fumigation est la prestation de lutte antiparasitaire la plus encadrée légalement.

6.7.1.1 Personnel et autorisation

- Directeur de Fumigation : Chaque opération doit être réalisée sous la direction d'un Directeur de Fumigation certifié, possédant des qualifications spécifiques (comme le Certiphyto adapté en France).
- Plan de Fumigation : Un plan détaillé basé sur une analyse des risques doit être établi avant toute intervention.
- Déclarations : L'opération nécessite souvent une déclaration préalable auprès des autorités compétentes (D.R.A.A.F. ou autres organismes de contrôle).

6.7.1.2 Sécurité et équipements

- Étanchéité : La zone à traiter (conteneur, cellule, bâtiment) doit être rendue parfaitement étanche au gaz (scellage des événements, bâchage des ouvertures) pour garantir l'efficacité et la sécurité.
- Balisage et Interdiction : La zone doit être clairement balisée par des pancartes indiquant la présence de gaz toxiques, et l'accès est strictement interdit.
- EPI Spécifiques : Le personnel doit utiliser des équipements de protection respiratoire spécifiques et des détecteurs de gaz pour surveiller constamment la concentration dans l'air.

En résumé, la fumigation préventive est un traitement biocidaire de dernier recours ou une obligation phytosanitaire. Elle est caractérisée par l'utilisation de produits chimiques extrêmement puissants et une réglementation de sécurité draconienne à toutes les étapes.

6.8 INTERVENTIONS CURATIVES DES DIFFERENTES PRESTATIONS

En plus des interventions préventives, France Télévisions peut demander des interventions curatives. En cas de demande d'intervention, le Titulaire doit intervenir sous 48h00 (de 8h00 à 20h00 – les jours de semaine).

Tout besoin concernant une prestation curative hors forfait fait l'objet d'un bon de commande sur la base du bordereau de prix unitaires.

Lorsque des prestations préventives sont exécutées, les prestations curatives ne doivent pas résulter d'un manquement du titulaire dans l'exécution de ses premières prestations. Dans cette hypothèse, le titulaire doit établir les raisons de cette prolifération et conseiller sur les moyens à mettre en place.

6.8.1 Désinsectisation à la demande

Cette prestation consiste en la désinsectisation d'un espace.

Les interventions s'effectuent :

- Dans un bureau,
- Dans un espace partagé (open space, flex office, salle de réunion, salle de détente et de pause).

6.8.2 Désinfection liée à une pandémie

Cette prestation consiste en :

- Désinfection par nébulisation,
- Décontamination des points contacts (claviers, poignées de porte, claviers, téléphones, sièges, bureaux, ...).

Les interventions s'effectuent :

- Dans un bureau,
- Dans un espace partagé (open space, flex office, salle de réunion, salle de détente et de pause).

6.9 HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DES SITES

6.9.1 Lot 1

- MFTV : 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7,
- Autres sites : Horaires de bureau.

6.9.2 Lot 2

- Horaires de bureau pour l'ensemble des 2 sites du lot.

6.10 TRACABILITE ET GESTION DES DECHETS DE LUTTE ANTIPARASITAIRE

La gestion des déchets issus de la lutte antiparasitaire (3D : Dératisation, Désinsectisation, Désinfection) est extrêmement sensible car elle implique des déchets dangereux (biocides) et des déchets biologiques (cadavres de nuisibles).

La valorisation est limitée par la toxicité des produits, privilégiant la sécurité et la destruction contrôlée.

6.10.1 Classification et Tri des déchets

Le Titulaire est responsable de la gestion de l'intégralité des déchets générés par ses interventions. Il doit impérativement séparer les flux suivants :

- Déchets Dangereux (DD) : Appâts non consommés, reliquats de produits biocides, emballages ayant contenu des substances toxiques, et dispositifs de piégeage souillés.
- Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) : Dans le cas spécifique de désinfection après contamination biologique majeure.
- Cadavres de nuisibles : Collectés lors des rondes de contrôle, ils doivent être traités selon les protocoles d'hygiène interdisant toute contamination des circuits de déchets classiques.
- Déchets Non Dangereux (DND) : Cartons d'emballage et plastiques de protection non souillés.

6.10.2 Stockage et Sécurisation sur site

- Évacuation immédiate : Sauf accord contraire, le Titulaire ne doit pas stocker de déchets dangereux sur le site du Client. Ils doivent être évacués à la fin de chaque intervention dans des contenants hermétiques et homologués.
- Conditionnement : Les cadavres d'animaux doivent être placés dans des sacs étanches spécifiques avant transport pour éviter les nuisances olfactives et les risques sanitaires.

6.10.3 Traçabilité Réglementaire (Trackdéchets)

La traçabilité des déchets dangereux est une obligation stricte :

- Utilisation de Trackdéchets : Le Titulaire doit obligatoirement être inscrit sur la plateforme dématérialisée Trackdéchets. Il émet un Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux (BSDD) pour chaque enlèvement de déchets toxiques ou d'appâts usagés.
- Preuve de traitement : Le Titulaire doit fournir au Pouvoir Adjudicateur le certificat de traitement ou de destruction finale émis par le centre de gestion des déchets agréé.

6.10.4 Modes de Valorisation et d'Élimination

Du fait de la présence de substances actives (rodenticides, insecticides), les modes de traitement sont les suivants :

- Valorisation Énergétique : Les déchets souillés et appâts usagés sont majoritairement dirigés vers l'incinération avec récupération d'énergie dans des centres de traitement spécialisés (filière déchets dangereux).
- Élimination des cadavres : Les cadavres de rongeurs collectés doivent être dirigés vers des filières d'équarrissage ou d'incinération dédiées, conformément à la réglementation sanitaire. Toute mise en décharge ou compostage est strictement interdite.

6.10.5 Modes de Reporting et Transparence

Le Pilote de la gestion globale intègre au rapport annuel :

- Le récapitulatif des volumes de produits biocides retirés et éliminés.
- Le nombre de cadavres de nuisibles collectés (indicateur de l'efficacité du plan de lutte).
- La liste exhaustive des centres de traitement utilisés avec leurs agréments préfectoraux.

6.11 DETAIL DES POINTS A ATTENTION PARTICULIERES A MFTV

Une attention particulière devra être apportée au traitement des locaux suivants afin de garantir le résultat.

6.11.1 Niveau -2 et -3

- Le parking.

6.11.2 Niveau -1

- Le parking,
- Le service ménage :
 - Vestiaires H,
 - Vestiaires F
 - Local ménage.

6.11.3 Niveau 0

- La cuisine :
 - Le quai de livraison,
 - Local poubelles,
 - Local broyeur,
 - La réserve alimentaire,
 - La légumière,
 - Le local déboitage,
 - 2 bureaux,
 - La pièce de stockage matériel cuisine,
 - La préparation froide,
 - La plonge,
 - La préparation chaude,
 - Les 2 blocs vestiaires/sanitaires H et F,
 - Les dégagements desservant ces locaux avec gaines techniques.
- Les loges,
- Les salons invités,
- Les plateaux,
- Les régies,
- L'atelier décors :
 - Atelier
 - Sanitaires,
 - Vestiaires
 - Bureaux
- Le monte-charge décors.
- Rue intérieure,
- Quai de livraison,
- Local conteneurs
- Infirmerie.

NB : Prévoir une fumigation tous les 15 jours en cuisine.

6.11.4 Niveau 1

- Le comptoir d'accueil,
- Le local des hôteses,
- Le bloc sécurité comprenant :

- Les blocs vestiaires ADS et ADSI,
 - La cuisine,
 - Le pc,
 - La pièce de télésurveillance,
 - Le dégagement des locaux.
- Les cafétérias :
 - Les salles,
 - Les bars,
 - La réserve.
- Le restaurant :
 - La laverie,
 - La salle,
 - La grillade,
 - La zone self-service,
 - La cuisine avec le local technique.

NB : Prévoir une fumigation tous les 15 jours au RIE.

6.11.5 Niveau 5

- La cuisine CDE.

6.11.6 Niveau 7

- La cuisine De la Présidence,
- Les sanitaires et vestiaires du personnel de cuisine,
- 1 office,
- Les 4 salles à manger,
- Les blocs toilettes,
- Les 3 salles de réunion.

Prévoir des interventions contre les pigeons.

6.11.7 Niveau 8

- 1 office,
- 1 cuisinette,
- Les blocs sanitaires,
- Les gaines / locaux techniques,
- Le petit salon.

6.11.8 Niveau 0 au niveau 7

- La totalité des gaines / locaux techniques,
- La totalité des blocs toilettes,
- La totalité des zones de détente,
- La totalité des cages d'ascenseurs et des fosses.

7. FONTAINES A EAU

7.1 GENERALITES

Au titre des prestations forfaitaires, le titulaire doit la mise à disposition de fontaines d'eau qui sont raccordées sur le réseau de distribution d'eau, elles se situent dans divers espaces de France Télévisions.

Le nombre de fontaines à eau est détaillé par site à l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

Le titulaire est responsable de leur maintenance réglementaire (contrôle de la légionellose notamment) et de leur entretien. A ce titre, il remplace les cartouches filtrantes (chlore, pesticides, nitrates, métaux lourds, etc.) et tubes UV. Il Assure la décontamination de la fontaine.

Les fréquences annuelles de l'entretien des fontaines à eau et du contrôle de la potabilité de l'eau sont décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

7.2 TYPE DE FONTAINE A EAU

Afin d'assurer un service optimal, France Télévisions privilège des fontaines capables de distribuer de l'eau selon des options distinctes, et permettant le remplissage de bouteilles individuelles de 1,5 litre. À cet effet, l'équipement devra garantir un débit suffisant pour permettre un remplissage rapide, évitant ainsi toute attente prolongée des usagers.

7.2.1 Fontaine à eau chaude, tempérée et froide

La fontaine permet d'obtenir :

- Eau chaude,
- Eau tempérée (directe, sans réchauffement ni refroidissement),
- Eau froide rafraîchie.

7.2.2 Fontaine à eau chaude, tempérée, froide et pétillante froide

La fontaine permet d'obtenir :

- Eau chaude,
- Eau tempérée (directe, sans réchauffement ni refroidissement),
- Eau froide rafraîchie,
- Eau pétillante froide.

7.3 CARACTERISTIQUES DU TYPE DE FONTAINE A EAU

Les caractéristiques sont :

- Système de sécurité (alarme anti-débordement) évitant toute inondation en cas de dysfonctionnement.
- Evacuation directe (pas de bidon dans la fontaine)

Le Titulaire précise dans son mémoire technique les caractéristiques des fontaines :

- Taille,
- Poids,
- Capacité de production d'eau gazeuse (exprimée en nombre de verres de 20cl)
- Modalité de changement de la cartouche de gaz le cas échéant
- Consommation électrique en fonctionnement et au repos.

7.4 EXTENSION OU DIMINUTION DU MARCHE

Dans le cas où, France Télévisions souhaiterait rajouter une ou plusieurs fontaines en cours de marché, le Titulaire facturera le coût de location selon les prix définis dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Sur la totalité du parc installé, si France Télévisions le demande, le Titulaire s'engage à accorder une possibilité de retrait de fontaines, sans pénalité, du nombre et ce, en raison, de la diminution du nombre de sites ou de surfaces.

Le Titulaire dispose d'un délai de 48 h à réception de la demande de France Télévisions pour tout rajout ou retrait de fontaines.

7.5 MAINTENANCE

Le Titulaire assure, dans le cadre du présent marché, la maintenance préventive des fontaines.

Les prestations assurées dont les fréquences annuelles sont décrites dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT, sont les suivantes :

- Nettoyage intérieur et extérieur des fontaines,
- Vérification du bon fonctionnement du système électrique,

- Datarage de la cuvette et des becs de sorties d'eau,
- Désinfection complète du circuit hydraulique, à l'aide de produits anti-virus et anti-bactéries de qualité alimentaire,
- Fourniture et changement de filtres autant de fois que nécessaire,
- Fourniture et changement de pièces d'usure (raccords, tubes hydrauliques, électrovannes),
- Contrôle de la potabilité de l'eau.

7.6 CARTOUCHES

Le Titulaire assure le remplacement des cartouches de gaz dans les équipements et détaille dans son mémoire technique les mécanismes permettant de l'alerter lorsque la cartouche est vide.

7.7 DEPANNAGE ET GARANTIE

Les fontaines bénéficient d'une garantie totale (pièces, main-d'œuvre et déplacement) durant toute la durée du marché, dans des conditions normales d'utilisation. En cas de panne ou de dysfonctionnement, le Titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 48 heures ouvrées ; à défaut de réparation immédiate, un matériel de remplacement équivalent devra être installé sans frais supplémentaires.

7.8 CYCLE DE VIE

Le Titulaire décrit dans son mémoire technique l'ensemble du cycle de vie des fontaines (de la fabrication à la mise au rebut), l'origine et la nature des éléments les constituant, le lieu de fabrication ou d'assemblage et les modalités du recyclage.

7.9 INSTALLATION

Le Titulaire effectuera la mise en service des fontaines aux emplacements souhaités par France Télévision, sur attente d'arrivée d'eau, électricité et évacuation (fournis ou posés par France Télévisions).

7.10 INTERVENTIONS PREVENTIVES

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du Titulaire reporte sur le logiciel de France Télévisions les tâches réalisées. Il certifie que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées en précisant les dates, heures de début et de fin d'intervention. Si besoin est, il ajoute ses observations (anomalies, usure, risque de détérioration, ...) et les suites à donner.

7.11 INTERVENTIONS CURATIVES

Le Titulaire interviendra sous 48 heures ouvrables, à partir de la date de déclaration de la demande d'intervention.

Le Titulaire reporte sur le logiciel de gestion des demandes les tâches réalisées.

Le Titulaire installera une fontaine de remplacement en cas d'immobilisation de la fontaine défectueuse dans les 48 heures ouvrables.

7.12 COMPTE-RENDU D'INTERVENTION

Toutes les informations concernant les interventions sont saisies dans le logiciel de demandes du Client.

7.12.1 Horaires de fonctionnement

Les prestations se déroulent pendant les heures normales de service, sous réserve que ces opérations n'entraînent pas de risque pour le personnel. Dans le cas contraire, France Télévisions pourra imposer de nouveaux horaires sans répercussion sur les conditions financières et administratives.

7.12.1.1 Lot 1

- MFTV : 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7,

- Autres sites : Horaires de bureau.

7.12.1.2 Lot 2

- Horaires de bureau pour l'ensemble des 2 sites du lot.

8. ESPACES VERTS

8.1 GENERALITES

L'entretien des espaces verts englobe un large éventail de services visant à garantir la vitalité, l'esthétique et la salubrité de l'environnement végétal, qu'il soit intégré à l'architecture ou qu'il entoure la structure.

Dans le cadre de ses prestations, le Titulaire doit entretenir les espaces verts intérieurs ainsi que maintenir en parfait état les ouvrages d'espaces verts extérieurs. Ces interventions doivent garantir la conservation des caractéristiques techniques et de l'aspect esthétique de ces ouvrages.

Les prestations du Titulaire visent à maintenir l'intégrité esthétique et technique définie par l'architecte paysagiste.

Le Titulaire fournit le matériel le mieux adapté et le maintien en parfait état de fonctionnement.

Le Titulaire est tenu de procéder, à ses frais, au remplacement à l'identique des végétaux n'ayant pas repris ou présentant un état de dépérissement.

La nature des produits et techniques employés pour l'entretien des végétaux ne doit pas introduire de pollution des terres, du sol, du sous-sol, des eaux rejetées ou de la nappe phréatique, et doit respecter l'environnement.

En cas d'évènement météorologique susceptible de mettre en danger la sécurité des personnes ou des biens (chutes d'arbres ou de branches par exemple), le Titulaire met en place sans délai l'ensemble des mesures adéquates.

Le présent marché est un marché de prestation avec obligation de résultats.

8.2 PLANTES D'INTERIEUR

Ce volet se concentre sur l'amélioration de la qualité de vie et de l'ambiance des lieux de travail grâce à la végétation.

Le présent marché concerne l'entretien des plantes, arbres et arbustes d'intérieur. Dans ce cadre, le Titulaire assure à sa charge le remplacement de tout végétal mort ou dépérissant par un spécimen identique.

L'état des lieux quantitatif et descriptif, ventilé par site, fait l'objet d'une présentation détaillée à l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

Les tâches et leurs fréquences sont définies dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT. Les fréquences ne peuvent être inférieures à celles décrites au présent marché.

8.2.1 Nature des prestations

La prestation comprend :

- L'entretien et le traitement des contenants,
- L'entretien, le traitement et le remplacement éventuel des végétaux,
- Le transport et le traitement des déchets végétaux ou autres liés à la prestation,
- Les produits phytosanitaires nécessaires (Certiphyto obligatoire pour le personnel applicateur).

8.2.2 Caractéristiques des plantes

Le Titulaire s'engage à intervenir pour l'entretien des végétaux selon la périodicité dénie dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

8.2.2.1 Plantes en pot et en bac

- Les pots sont équipés d'une réserve d'eau permettant un arrosage tous les 15 jours,
- Les plantes ont une hauteur au moins comprise entre deux et trois fois la largeur du pot.

8.2.2.2 Plantes suspendues

- Les pots sont en zinc,
- Le poids maximum est de 20 kg,
- Les accroches au plafond ou sur les murs sont fournies par France Télévisions.

8.2.3 Maintenance des plantes

Le Titulaire s'engage à intervenir pour l'entretien des végétaux selon la périodicité dénie dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT.

8.2.4 Incidents sur les plantes

Les incidents sur une plante sont signalés dans le logiciel de gestion des demandes de France Télévisions.

Ce logiciel est capable d'envoyer une notification par courriel au Prestataire indiquant :

- La référence de la plante
- L'emplacement de celle-ci
- Si possible le type de problème rencontré.

8.3 ESPACES VERTS EXTERIEURS

Les espaces verts extérieurs objets du présent marché se composent de surfaces engazonnées, de massifs arbustifs, de haies et d'arbres. Ces aménagements exigent un entretien régulier visant à garantir la pérennité du patrimoine végétal et un aspect esthétique soigné tout au long de l'année.

Le détail quantitatif par site est précisé dans l'annexe 1 de chaque lot du présent CCT.

La fréquence des tâches sont définies dans l'annexe 2 de chaque lot du présent CCT. Les fréquences ne peuvent être inférieures à celles décrites au présent marché.

8.3.1 Nature des prestations

La prestation comprend en général :

- L'entretien des massifs, des haies et des gazons,
- L'entretien des systèmes d'arrosage,
- Les plantations printanières et hivernales,
- L'entretien du bassin de rétention,
- L'entretien mécanique des fils d'eau,
- Le transport et le traitement des déchets végétaux ou autres liés à la prestation,
- Les produits phytosanitaires nécessaires (Certiphyto obligatoire pour le personnel applicateur).

8.3.2 Plan de gestion

Pour les sites des lots concernés, le niveau de prestation attendu est un entretien respectant le plan de gestion :

- Fréquence d'interventions,
- Délais d'interventions.

De plus, l'entretien d'un même espace doit être réalisé en entier et d'une seule traite (sur une seule journée ou plusieurs jours consécutifs).

Les prestations devront être réalisées dans le souci d'œuvrer en faveur d'un développement durable. Les pratiques retenues doivent : être non polluantes, favoriser la biodiversité et l'activité biologique du sol.

Les façons culturales comme, le binage régulier des massifs, le désherbage manuel, l'utilisation d'auxiliaires dans la lutte contre les ravageurs, l'emploi d'amendements et d'engrais 100% organiques ou utilisable en agriculture biologique..., est impératif dans un souci de limiter les fréquences et quantités d'arrosage, et de préserver notre environnement.

Pour les zones minéralisées, le désherbage pourra être mécanique, manuel, thermique ou éventuellement chimique (produit de biocontrôle uniquement). Le traitement chimique devra être utilisé en dernière option.

8.3.3 Interventions préventives

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du Prestataire reporte sur le logiciel de France Télévisions les tâches réalisées. Il certifie que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées en précisant les dates, heures de début et de fin d'intervention. Si besoin est, il ajoute ses observations (état de la plante, remarques particulières, ...) et les suites à donner.

8.3.4 Interventions curatives

Le prestataire interviendra sous 48 heures ouvrables, à partir de la date de déclaration de la demande d'intervention.

Le Prestataire reporte sur le logiciel de gestion des demandes les tâches réalisées.

8.3.5 Horaires de fonctionnement

Les prestations se déroulent pendant les heures normales de service, sous réserve que ces opérations n'entraînent pas de risque pour le personnel. Dans le cas contraire, France Télévisions pourra imposer de nouveaux horaires sans répercussion sur les conditions financières et administratives.

8.3.5.1 Lot 1

- MFTV : 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7,
- Autres sites : Horaires de bureau.

8.3.5.2 Lot 2

- Horaires de bureau pour l'ensemble des 2 sites du lot.

8.4 GESTION, TRAÇABILITE ET VALORISATION DES DECHETS

La gestion des déchets verts n'est pas seulement une question d'évacuation, mais un enjeu de performance environnementale (Loi AGEC, économie circulaire). Le Titulaire doit passer d'une logique de « déchet » à une logique de « ressource ».

8.4.1 Principes généraux et hiérarchie des traitements

Le Titulaire est responsable de la gestion de l'ensemble des déchets générés par ses activités (espaces verts intérieurs et extérieurs). Il doit respecter la hiérarchie des modes de traitement :

- 1) Réutilisation et valorisation in situ (priorité absolue).
- 2) Recyclage et valorisation organique (compostage, méthanisation).
- 3) Valorisation énergétique. L'enfouissement est strictement interdit pour les biodéchets.

8.4.2 Spécificités des espaces verts intérieurs

La gestion des déchets liés aux plantes d'intérieur doit faire l'objet d'un tri rigoureux :

- Substrats et Terres : les terres usagées lors des rempotages doivent être intégrées à une filière de valorisation organique (compostage) et ne pas être mélangées aux déchets ménagers.

- Contenants et Plastiques : les pots horticoles usagés, clayettes et films plastiques devront être collectés et dirigés vers une filière de recyclage des plastiques industriels.
- Végétaux en fin de vie : les plantes remplacées seront traitées comme des biodéchets.

8.4.3 Valorisation des déchets verts extérieurs (Économie circulaire)

Le Titulaire privilégiera systématiquement les solutions évitant le transport de matière :

- Broyage et Paillage : les résidus de taille et d'élagage seront, dans la mesure du possible, broyés sur place et réutilisés en paillage au pied des massifs pour limiter l'évaporation et l'apport d'engrais.
- Gestion différenciée : pour les tontes, le Titulaire privilégiera le mulching. En cas de ramassage, l'herbe devra être acheminée vers une filière de compostage agréée.
- Bois de coupe : les bois de section importante seront valorisés en filière bois-énergie ou laissés sur site sous forme de "haies sèches" ou "hôtels à insectes" si le projet paysager le permet.

8.4.4 Traçabilité et Registre des déchets

Conformément à la réglementation en vigueur (Code de l'Environnement), le Titulaire doit garantir une traçabilité totale :

- Registre de suivi : le Titulaire tiendra à jour un registre précisant la nature, les quantités (estimées en tonnes ou m³), les dates d'évacuation et les centres de traitement de destination.
- Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) : pour les éventuels déchets dangereux (emballages de produits phytosanitaires si résiduels, batteries d'outillage), le Titulaire devra fournir les BSD réglementaires.
- Certificats de valorisation : le Titulaire devra fournir annuellement les attestations de dépôt en centre de valorisation agréé.

8.4.5 Reporting et Bilan Annuel

Dans le cadre du Plan de Progrès, le Titulaire présentera un bilan annuel de sa gestion des déchets comprenant :

- Le tonnage total généré par flux (déchets verts, bois, plastiques, terres).
- Le taux de valorisation (part des déchets valorisés par rapport au total produit).
- Les actions mises en place pour réduire la production de déchets à la source (ex: choix de végétaux à croissance lente, techniques de taille raisonnée).